Département Droit-Economie-Gestion

- Licence d'Administration Economique et Sociale
- Licence de Droit

Annales des sujets d'examens

Année universitaire 2013-2014

Centre Universitaire de Mayotte route nationale 3 BP.53 97660 DEMBENI

Tél : 02 69 61 08 92

www.univ-mayotte.fr

Département Droit-Economie-Gestion

Table des matières

AES p 1

- L1 AES semestre 1 p 2 à 7
- L1 AES semestre 2 p 8 à 31
- L2 AES semestre 3 p 32 à 57
- L2 AES semestre 4 p 58 à 79
- L3 AES semestre 5 p 80 à 109
- L3 AES semestre 6 p 110 à 141

DROIT P 142

- L1 Droit semestre 1 p 143 à 154
- L1 Droit semestre 2 p 155 à 166
- L2 Droit semestre 3 p 167 à 180
- L3 Droit semestre 4 p 181 à 202
- L2 Droit semestre 5 p 203 à 220
- L2 Droit semestre 6 p 221 à 234

Année universitaire 2013-2014

AES

L1 AES : ANNEE UNIVERSITAIRE 2013/2014
Matière : Introduction à la gestion
Enseignant : NSAME MOUYENGA
Durée : 3H
SEMESTRE1

Centre Universitaire
MAYOTTE

PREMIERE PARTIE : ANALYSES THEORIQUES (12 points)

Répondre de manière structurée aux questions suivantes :

1. ***L'analyse stratégique : Les Modèles de portefeuilles.***

2. ***Le diagnostic du micro environnement : L'analyse de Michaël PORTER***

3. ***Présenter les différentes approches de la performance de l'entreprise.***

4. ***Expliquer les stratégies suivantes :***

- ***L'impartition***
- ***La différenciation***
- ***La domination par les coûts***
- ***L'internalisation***

L1 AES : ANNEE UNIVERSITAIRE 2013/2014
Matière : Introduction à la gestion
Enseignant : NSAME MOUYENGA
Durée : 3H
SEMESTRE1

DEUXIEME PARTIE : Outils de gestion (8 points)

Exercice1 : La gestion économique des stocks (Le modèle de WILSON) (4pts)

La demande annuelle d'une entreprise s'élève à 120 produits .Le taux de possession du stock représente 10% de la valeur du stock moyen. Le coût de passation d'une commande est de 94.5 euros. Sur la base de ces informations, le coût annuel de gestion du stock (CGS) s'exprime comme suit :

CGS(n) = 94.5n +16800/n n, représentant le nombre de commandes passées dans l'année.

1. A combien s'élève le coût de gestion du stock si une seule commande est passée dans l'année ?
2. A partir de l'expression du coût annuel de gestion du stock **CGS(n)**, retrouver le prix d'achat ht du bien consommé.
3. Combien de commandes faudrait-il passer pour réduire le coût de gestion du stock ? A combien s'élèverait ce dernier ?
4. Déterminer la quantité optimale ainsi que la cadence de réapprovisionnement.

Exercice2 : La gestion comptable des stocks (4pts)

Au cours du mois de juin de l'année N, les mouvements suivants ont été enregistrés sur la fiche de stocks de la matière première référence MP-A.

01-juin	Stock initial	4 000 unités à 1€ l'unité
09-juin	Entrée	2 000 unités à 2 € l'unité
17-juin	Sortie	2 500 unités
21-juin	Entrée	3 000 unités à 3 € l'unité
28-juin	Sortie	4 000 unités

1. Valorisez le stock selon la méthode du CUMP calculé en fin du mois.

Centre Universitaire
MAYOTTE

1. Quelle est la population de ce tableau? (0.5 point)
2. Quel est le caractère? sa nature? (0.5 point)
3. Calculer la moyenne et l'écart-type de cette série (2 points)
4. Dresser le graphique de distribution de cette série (1.5 points)
5. Tracer la courbe des pourcentages cumulés croissants (1.5 points)
6. Calculez, et interprétez, l'âge médian (par la méthode des coefficients directeurs), des chômeurs. (2 points)
7. En utilisant la courbe de la question 5) :
   a) Déterminer les premiers et troisièmes quartiles (1 point)
   b) Déterminer le pourcentage de chômeurs qui ont moins de 30 ans ? (1 point)

Exercice 3 *(4 points)*

Le tableau suivant donne, au sein d'une entreprise la répartition des 200 salariés suivant le sexe et le salaire mensuel, en euros :

	[1500; 2000[	[2000;3000[	[3000;5000[	Plus de 5000
Homme	75	40	13	5
Femme	37	25	4	1

1. Interprétez le nombre 13 du tableau (0.5 points)
2. Donner la distribution marginale du point de vue du salaire, selon le sexe (1 points)
3. Donner la distribution conditionnelle du point de vue du salaire, selon le sexe, et interprétez un des résultats obtenus. (2.5 points)

L1 AES
2013-2014

Centre Universitaire MAYOTTE

Statistiques
S1

Durée : 2h
L'usage de tout type de calculatrices est autorisé. Aucun document n'est admis.
Attention à la qualité du soin et de la rédaction! Les calculs devront être apparents!

Exercice 1 *(6 points)*

Une usine fabrique 3 types de sac à main : luxe, standard, grand format, dont les prix unitaires de 2008 à 2012 sont donnés par le tableau suivant:

année	2008	2009	2010	2011	2012
Prix sac standard	3.8	5	7	7.2	7.5
Prix sac luxe	18	20	20	18	16
Prix sac grand format	4	4.5	5	6	5.5

1. Pour les sacs de type standard, calculez :
   a. le taux de variation global entre 2008 et 2012 (0.5 point)
   b. le taux de variation annuel moyen entre 2008 et 2012 (1 point)
   c. si l'évolution moyenne reste constante, quel sera le prix unitaire du sac standard en 2015? (1 pt)

2. Pour les sacs grand format, donnez la série d'indice élémentaire en base mobile I $t/t-1$(1 point)

On donne maintenant les productions vendues pour les mêmes produits, en 2008, 2010 et 2012 :

année	2008	2010	2012
Quantité de sacs standards	160	100	110
Quantité de sacs de luxe	20	30	26
Quantité de sacs grand format	350	350	380

3. Calculer l'indice synthétique des prix en 2012, base 100 en 2008 avec la méthode de Laspeyres (1.5 pts)
4. Calculer l'indice synthétique des quantités en 2012, base 100 en 2008 avec la méthode de Paasche (1.5 pts)

Exercice 2 *(10 points)*

On s'intéresse au tableau suivant recensant les âges des salariés d'une entreprise:

âge	effectif
[20;25[	97
[25;35[	235
[35;45[	275
[45;55[	110
[55;60[	73

Centre Universitaire
MAYOTTE

CENTRE UNIVERSITAIRE DE MAYOTTE

ANNÉE UNIVERSITAIRE 2013-2014

L1 – AES

Principes de droit

Cours de Monsieur Laurent CHASSOT

CONTROLE TERMINAL – DUREE : 1h30

Session 1 – Décembre 2013

Aucun document n'est autorisé.

1. Répondez successivement aux questions suivantes :

1. Définissez le droit constitutionnel (2 points)
2. Qu'est-ce que le bloc de constitutionnalité ? (5 points)
3. Citez les différents types de contrôle de constitutionnalité : en quoi sont-ils différents ? (8 points)
4. Citez et expliquez les exceptions au principe de rétroactivité des lois (5 points)

Durée de l'épreuve : **1 heure**
Documents autorisés : aucun (ni feuille, ni calculatrice)

Le QCM comprend 40 questions, auxquelles correspondent systématiquement 4 réponses. Une seule réponse est possible. Il n'y a pas de point négatif pour les mauvaises réponses.

Les réponses doivent être impérativement reportées sur la feuille prévue à cet effet en fin de sujet.

Q1 : Max Weber distingue trois modèles de légitimité, quel est l'intrus ?
- A. Légitimité légale
- B. Légitimité traditionnelle
- C. Légitimité charismatique
- D. Légitimité légale-rationnelle

Q2 : Quelle est l'affirmation qui n'est pas valide dans une démocratie pluraliste :
- A. La volonté de la majorité est à l'origine de tous les pouvoirs
- B. Pour éviter que la minorité ait juridiquement tort, parce qu'elle n'est pas politiquement majoritaire, il faut un respect de la minorité par la majorité.
- C. Le gouvernement du peuple par le peuple signifie qu'une minorité peut imposer sa loi à la majorité
- D. La démocratie est une identification des gouvernants et des gouvernés

Q3 : Comment l'Etat peut-il faire respecter le pluralisme dans une démocratie :
- A. La loi sur le parlement
- B. Le multipartisme obligatoire
- C. Le respect des droits de l'opposition politique
- D. Le suffrage universel

Q4 : La démocratie pluraliste revêt 5 traits d'après JL.Quermonne. Lequel parmi les propositions ci-dessous n'est pas valide
- A. Respect de la minorité
- B. Respect de l'organisation politique existante
- C. Respect du choix des gouvernants
- D. Respect des droits fondamentaux des citoyens

Q5 : La démocratie libérale apparu à la fin du XVIIIe siècle se fonde sur la :
- A. L'individu
- B. L'agent économique
- C. Le peuple
- D. Le parlementarisme

Q6 : La déclaration des droits de l'homme n'aborde pas
- A. L'égalité des droits
- B. L'égalité sociale
- C. L'égalité de fait
- D. L'égalité des sexes

Q7 : La conception subjective d'une nation se base sur
- A. une langue
- B. une religion
- C. une race
- D. une culture commune

Q8 : Ernest RENAN montre que toute souveraineté réside dans
- A. le pouvoir
- B. l'armée
- C. l'autorité
- D. la nation

Q9 : Un Etat est constitué
- A. d'un territoire, d'une nation et d'une population
- B. d'un territoire et d'une autorité publique
- C. d'une autorité publique, d'une population et d'un territoire
- D. d'une nation et d'une population

Q10 : Le débat entre souveraineté du peuple et souveraineté de la nation consiste à
- A. une opposition entre démocratie directe et démocratie représentative
- B. une opposition entre libéraux et républicains
- C. une opposition entre nation et peuple
- D. une opposition entre démocratie représentative et suffrage universel

Q11 : Le débat à la fin du XIXe Siècle entre les républicains et les catholiques était basé sur
A. le financement de l'école
B. une conception de la nation
C. l'acquisition de l'identité nationale
D. la laïcité

Q12 : Chez Dominique Schnapper, qu'est-ce qui fonde l'identité nationale
A. Une histoire commune
B. Un projet commun
C. Une économie commune
D. Un Etat commun

Q13 : L'autorité publique se fonde sur
A. Une légitimité légale
B. Une légitimité politique
C. Une légitimité électorale
D. Une légitimité légale rationnelle

Q14 : Dans les exemples ci-dessous quel type d'Etat n'est pas un Etat composé
A. Confédération
B. Etat fédéral
C. Régime parlementaire
D. Dictature démocratique

Q15 : Le régime présidentiel repose sur la séparation des pouvoirs
A. Exécutif et présidentiel
B. Exécutif et juridique
C. Exécutif et législatif
D. Exécutif et militaire

Q16 : Parmi les éléments ci-dessous quel est celui qui ne caractérise pas un régime parlementaire :
A. Le dualisme de l'exécutif
B. L'irresponsabilité juridique des ministres
C. Le droit de dissolution
D. La responsabilité des ministres devant le parlement

Q17 : La doctrine libérale des révolutionnaires de 1789 supposait :
A. La mise en place d'un système d'aide sociale
B. La protection face aux risques sociaux
C. La démocratisation de la société
D. La liberté du travail

Q18 : En 1848 la seconde république prend appuie sur les contradictions du modèle révolutionnaires, sur ces 4 affirmations, laquelle n'est pas une contradiction de la doctrine libérale :
A. Le pouvoir politique n'est pas arrivé à rassembler la société autour de l'autorité qu'il représente
B. Le principe de légitimation de l'Etat par le principe de la souveraineté nationale aboutit à un échec
C. La liberté devient un objectif secondaire
D. Opposition de principe entre la souveraineté proclamée pour les individus libres et égaux, et l'aliénation de la classe laborieuse.

Q19 : Il faudra attendre 1870-1890 pour que la république sociale devienne un véritable projet politique en France. Elle s'appuie sur 3 éléments, lequel n'a rien à voir avec la république sociale ?
A. La reconnaissance de corps intermédiaires
B. Le principe de la prévoyance individuelle basée sur l'épargne
C. Développement d'une technique assurantielle pour couvrir les risques sociaux
D. Le principe de solidarité

Q20 : Quel enseignement d'Emile Durkheim permettra aux républicains de fonder leur désir de développer une action de l'Etat ?
A. Le division technique du travail
B. La division sociale
C. La division sociale du travail
D. L'intégration sociale
E.

Q21 : Au début de la troisième république (1870) à qui s'oppose les républicains ?
A. Aux libéraux et aux conservateurs
B. Aux marxistes léninistes
C. Aux démocrates chrétiens
D. Aux centristes démocrates

Q22 : Le préambule de la constitution de 1946 fixe un certain nombre de
A. droits du travail
B. droits des affaires
C. droits de l'homme et du citoyen
D. droits sociaux

Q23 : La régulation des conflits du travail se fait à l'aide
A. l'institutionnalisation des conflits du travail
B. des syndicats
C. du patronat
D. du tribunal des prud'hommes

Q24 : A quoi ne sert pas une élection ?
A. fonction de désignation des gouvernants
B. fonction de mesure de l'opinion publique
C. fonction de légitimation des pouvoirs publics
D. fonction de pacification des rapports sociaux et politiques

Q25 : en France les élections législatives se font selon :
A. au scrutin majoritaire
B. au scrutin uninominal majoritaire
C. au scrutin majoritaire de liste
D. au scrutin majoritaire à 2 tours

Q26 : En quoi est-il nécessaire de reconnaitre les corps intermédiaires ?
A. Rendre le social plus abordable
B. Créer une structure en l'Etat et les ouvriers
C. Favoriser l'apparition des syndicats
D. Développer le droit de l'individu

Q27 : Rober Castel dans « Les métamorphoses de la question sociale » montre que :
A. L'Etat devra concilier la rationalité sociale et la rationalité économique
B. La mobilité des travailleurs rationalise le marché du travail
C. Les syndicats doivent s'opposer à l'Etat
D. L'Etat doit promouvoir la politisation des mouvements sociaux

Q28 : La loi de 1905 sur la séparation de l'église et de l'Etat a eu pour objectif de
A. Fermer les établissements religieux
B. Permettre le développement d'une morale laïque
C. Sortir le religieux de la sphère politique
D. Intégrer toutes les religions dans la société française

Q29 :Le suffrage universel étendu aux femmes a été acté
A. En 1928 par la IIIe république
B. En 1944 par la IIIe république
C. En 1944 par la IVe république
D. En 1946 par la IVe république

Q30 : le scrutin à la représentation proportionnelle a pour but
A. d'élire une assemblée démocratiquement
B. d'obtenir une assemblée représentative
C. d'obtenir une distribution des sièges qui reflète la répartition des suffrages
D. d'obtenir une distribution des sièges qui reflète la société

Q31 : Quel élément distingue un régime présidentiel d'un régime parlementaire ?
A. nette séparation des pouvoirs
B. possibilité de dissolution de l'assemblée
C. l'irresponsabilité du chef de l'Etat
D. pouvoir de légiférer

Q32 : En France, dans la Vème république le chef de l'Etat est élu au suffrage universel direct depuis
A. 1958
B. Toujours
C. 1962
D. 1974

Q33 : Lequel de ces pouvoirs du président de la république en France n'est pas valable
A. Pouvoir de nommer un premier ministre
B. Pouvoir de déclarer la guerre à une autre nation
C. Pouvoir de dissoudre l'assemblée nationale
D. Pouvoir de gracier un condamné à titre individuel

Q34 : Laquelle de ces prérogatives n'appartient pas au parlement :
A. Le vote de la loi
B. La mise en œuvre de la responsabilité ministérielle
C. Le droit d'information
D. Le droit de réforme

Q35 : Que peut-on dire de ces affirmations :
I - Les propositions d'amendement à un texte de loi par le parlement peuvent toujours être bloquées par l'exécutif
II – L'article 49-3 permet au gouvernement de faire adopter un projet de loi sans que le parlement ait pu le discuter
A. I est vraie et II est fausse
B. I et II sont fausses
C. I et II sont vraies
D. I est fausse et II est vraie

Q36 : Le conseil constitutionnel
A. Rédige la constitution
B. Vote les améliorations de la constitution
C. Veille à la constitutionnalité des lois votées au parlement
D. Constate la bonne marche de l'Etat

Q37 : De grandes libertés publiques ont été « constitutionalisées » par certaines jurisprudences du conseil constitutionnel, laquelle ne l'est pas ?
A. Le droit de se défendre
B. Le droit à l'avortement
C. Le droit de grève
D. La liberté d'aller et de venir

Q38 : En quoi peut-on parler d'irresponsabilité du président de la république ?
A. En terme de responsabilité pénale
B. En terme militaire
C. En terme de politique étrangère
D. En terme de signature des traités internationaux

Q39 : La représentation de l'exécutif auprès du parlement appartient
A. Au chef de l'Etat
B. Au ministre chargé des relations avec le parlement
C. Aux ministres d'Etat
D. Au premier ministre

Q40 : le bicaméralisme en France n'est pas égalitaire car
A. Il y a plus de députés que de sénateurs
B. Au moment du vote des lois ordinaires l'assemblée nationale a le dernier mot sur le sénat
C. La deuxième chambre ne représente que les collectivités locales
D. L'assemblé nationale ne représente que les citoyens

NOM :.....

Feuille de Résultats à rendre

Reportez toutes vos réponses sur cette feuille. Seules les réponses consignées sur cette page seront prises en compte. N'oubliez pas de mettre votre nom !

Question	Réponses aux questions	correction
Q1	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	
Q2	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	
Q3	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	
Q4	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	
Q5	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	
Q6	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	
Q7	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	
Q8	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	
Q9	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	
Q10	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	
Q11	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	
Q12	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	
Q13	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	
Q14	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	
Q15	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	
Q16	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	
Q17	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	
Q18	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	
Q19	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	
Q20	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	
Q21	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	
Q22	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	
Q23	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	
Q24	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	
Q25	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	
Q26	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	
Q27	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	
Q28	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	
Q29	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	
Q30	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	
Q31	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	
Q32	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	
Q33	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	
Q34	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	
Q35	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	
Q36	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	
Q37	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	
Q38	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	
Q39	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	
Q40	A ☐ / B ☐ / C ☐ / D ☐	

Centre Universitaire
MAYOTTE

LICENCE 1 EN AES

EXAMEN DE DROIT EUROPÉEN

Année universitaire 2013-2014, Second semestre, 1ère session

Cours de Madame Anne-Marie DE MATOS

Durée de l'épreuve : 2 heures
Aucun document n'est autorisé

SUJET

Vous traiterez **l'un des deux sujets au choix** :

- La composition et le rôle de la Commission européenne.

- Le droit primaire de l'Union européenne.

Centre Universitaire
MAYOTTE

L1 AES : ANNEE UNIVERSITAIRE 2013/2014
Matière : Comptes de l'entreprise
Enseignant : NSAME MOUYENGA
Durée : 3heures
SEMESTRE2

Les quatre exercices sont indépendants

Exercice 1 : Entreprise PRIME (7 points)

Dans la 2ème quinzaine de février l'ordinateur du service comptable est tombé en panne et une partie de la comptabilité a été perdue. Nous avons pu retrouver une partie du grand livre (extrait ci-dessous) pour les opérations d'achat et de vente de marchandises à crédit, il n'a pas été possible de retrouver les comptes de TVA déductible et TVA collectée.

607 Achats marchandises			401 Fournisseurs		
4/02/N	4 500			5 382	4/02/N
411 Clients			**707 Vente de marchandises**		
15/02/N	3 588			3 000	15/02/N

Travail à faire :

Le chef comptable vous demande d'enregistrer au journal les écritures
- d'achat au 04/02/N et de vente au 15/02/N en tenant compte de la TVA (le taux est de 19,6%).

Il vous demande d'enregistrer également au journal les opérations courantes suivantes :

- 17/02/N le garage DURITE nous a transmis une facture de 600€ HT pour réparation du véhicule de livraison à payer au comptant.
- 20/02/N la compagnie ASSURTOUT nous a envoyé la cotisation pour les 6 mois à venir : 350€ à payer par chèque le 1er mars.
- 28/02/N la banque prélève sur le compte bancaire de l'entreprise la mensualité d'emprunt de 1500€ (1000€ de remboursement et 500€ d'intérêts)

Exercice 2 : Entreprise BIS (6 points)

L'entreprise a acquis et mis en service un matériel le 1er octobre 2012 d' une valeur de 60000€ HT, la durée de vie est de 5 ans.

Travail à faire :

a) Etablir le tableau d'amortissement linaire de ce matériel,
b) Enregistrer au journal l'écriture d'amortissement au 31/12/2013 et présenter les comptes (en T) matériel, amortissement du matériel et Dotations aux amortissements dépréciations et provisions (DADP).

c) **Présenter les extraits du Bilan et du compte de Résultat au 31/12/2014.**

D) On possède les renseignements suivants sur les titres au 31/12/2012.

Nature des titres	Quantités	Prix d'achat unitaire	Cours moyen de Décembre N
Action A	10	160 €	192 €
Action B	4	285 €	205 €
Action C	3	430 €	276 €

Comptabiliser la dépréciation des titres au 31/12/2012

Exercice3 : (3 points)

L'entreprise SODIFRAME a réalisé les opérations suivantes la dernière semaine du mois de décembre 2012 :

26/12 : Achat de marchandises 1016.60€ TTC, paiement par chèque en janvier.

27/12 : Vente de marchandises au comptant de la journée 200 € HT en espèces et 2450 € HT en chèques.

29/12 : Vente de marchandises au comptant 950 € HT en chèques. Vente de marchandises à un client important 1820 € HT, remise 10% ,rabais5% et escompte 2%,paiement comptant par chèque.

Travail à faire :

a) - Faire le décompte de la facture du 29/12 d'un montant brut de 1820 €.
b) – Donner la définition de la remise, du rabais et de l'escompte.
c) - Comptabiliser toutes ces opérations au journal de l'entreprise.

NB : Le taux de TVA normal sur l'ensemble des exercices est à 19.6%

Exercice 4 : Les dépréciations (4points)

Document à rendre avec la copie

Pour chacune des propositions, indiquez la ou les bonne(s) réponse(s).

	Vrai	Faux
A – Une dépréciation constate une perte de valeur des actifs et des passifs du bilan ;	☐	☐
B – La dépréciation d'une immobilisation amortissable conduit à une modification prospective du tableau d'amortissement ;	☐	☐
C – Des titres de participation sont inscrits au bilan pour une valeur de 1 350 €. L'évaluation à l'inventaire est de 1 000 €. Le montant de la dépréciation est de :		
0 €	☐	☐
350 €	☐	☐
D – Une dépréciation est une perte de valeur réversible ;	☐	☐
E – La valeur actuelle d'un actif est la plus faible de la valeur vénale et de la valeur d'usage ;	☐	☐
F – La comptabilisation de la dépréciation se fait au débit du compte 681 – DAP – charges d'exploitation ;	☐	☐
G – Une immobilisation amortissable a une valeur comptable nette de 10 000 €. Un test de dépréciation a été réalisé et la valeur vénale est de 9 000 €. La valeur d'usage est de 8 800 €. La dépréciation est de :		
0 €	☐	☐
1 000 €	☐	☐
1 200 €	☐	☐
H – L'entreprise a une créance de 11 960 € (TVA : 19,60 %) sur un client douteux. L'estimation de la dépréciation est de 20 %. Le montant de la dépréciation est de :		
0 €	☐	☐
2 000 €	☐	☐
2 392 €	☐	☐
I – La dépréciation es t comptabilisée au crédit du compte d'actif avec le chiffre « 9 » en troisième position ;	☐	☐
J - Une entreprise détient des VMP pour une valeur de 1 800 €. En N-1, une dépréciation a été constatée pour un montant de 500 €. A l'inventaire N, le cours de ces titres est estimé à 2 800 €. L'entreprise doit :		
Ne rien faire	☐	☐
Comptabiliser une dépréciation de 400 €	☐	☐
Comptabiliser une reprise de 500 €	☐	☐
Comptabiliser une reprise de 1000 €	☐	☐

20

Durée de l'épreuve : **1 heure 30 mn**
Documents autorisés : aucun
L'usage des calculatrices est autorisé

La concision et la clarté de l'expression écrite seront valorisées. La réponse aux questions devra se faire dans l'ordre de la numérotation !

Première partie : Question de connaissance (14 points)

1. Quels sont les secteurs institutionnels identifiés par la comptabilité nationale et quelles fonctions leur sont reconnues ? (2pts)

2. Quel est le rôle joué par la loi psychologique fondamentale dans la théorie keynésienne de la consommation ? (2pts)

3. Qu'est-ce que « l'effet cliquet » dans un Etat providence ? (2pts)

4. Quels sont les différents modes de financement des dépenses publiques ? En existe-t-il un meilleur qu'un autre ? Expliquer (4pts)

5. Dans le modèle ISLM on a S= S(Y) avec S'(Y)>0 .
Après avoir rappelé la signification des variables utilisées vous expliquerez ce que montre cette relation. (4pts)

Deuxième partie : Exercice (6points)

Soit l'économie d'un pays imaginaire, le Dembenistan, caractérisé par les agrégats suivants :

$C=0,75\ Y + 500$

$I = 1500$

1) Calculer la valeur d'équilibre du revenu

2) Quel est le niveau d'épargne dans cette économie ?

3) Quelle est la valeur du multiplicateur keynésien ?

4) Si le niveau d'investissement dans cette économie passe à $I = 1800$, quelle sera la nouvelle valeur d'équilibre du revenu ?

CUFR de Mayotte

Licence 1ière Année – AES

Mathématiques Appliquées à l'Economie.

Durée : 2H

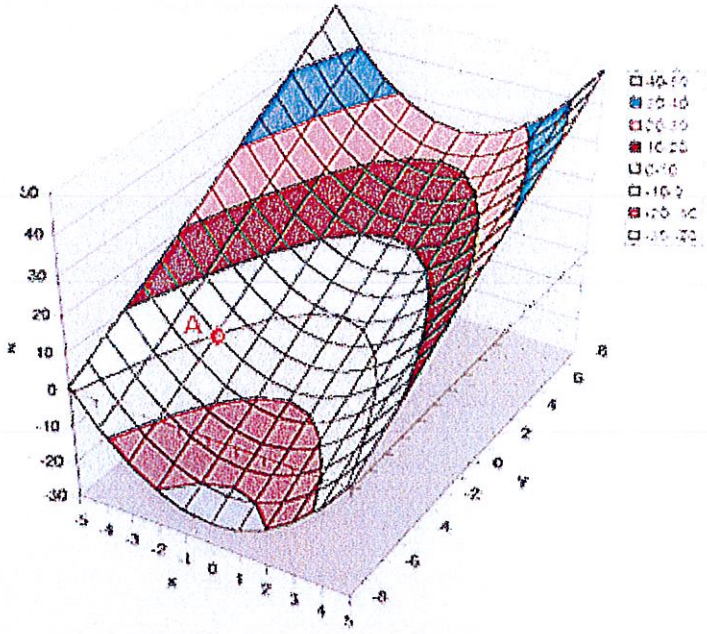
Documents interdits, calculatrice autorisée.

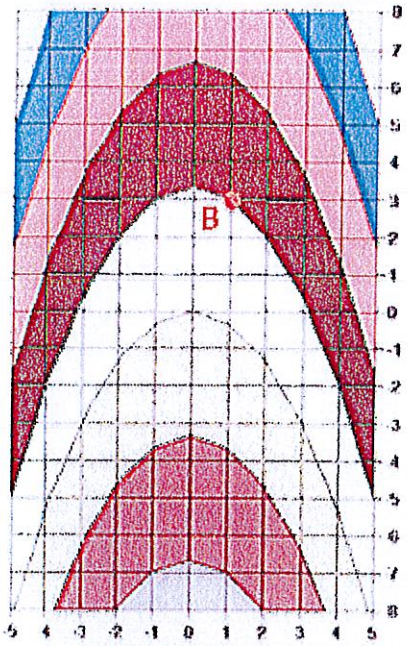
Vous indiquerez vos réponses directement sur l'énoncé dans les cases prévues à cet effet.
Attention ! Toutes les réponses des exercices 2 et 3 devront être justifiées sur la copie que vous joindrez à l'énoncé.

NOM :..... PRENOM :.....

Exercice 1 : (6 points)

Soit $f(x,y) = x^2 + 3y$ une fonction à deux variables. Voici ci-dessous sa représentation graphique en 3D ainsi que sa représentation graphique en lignes de niveau.





1°) Les points A et B appartiennent à la surface qui représente graphiquement la fonction f.
Quelles sont les coordonnées des points A et B ?

2°) Placer, sur les deux graphiques, les points de cette surface qui ont une ordonnée $y = -2$ et une cote $z = 3$.

3°) On coupe la surface par un plan horizontal d'équation $z = 5$. On appelle $y = g(x)$ l'équation de cette section. Donner l'expression de la fonction g. De quel type est sa représentation graphique ?

Exercice 2 : (6 points)

Soit la fonction à deux variables f définie par : $f(x,y) = 2x^2 + y^2 - 8x - 3y + 2$.
Soit S_f la surface représentant f dans un repère orthogonal de l'espace.

1°) Calculer le gradient de f.

2°) On appelle M le point critique de f. Calculer les 3 coordonnées de M.

3°) Calculer la matrice hessienne de f, puis calculer son hessien.

4°) Discuter alors la convexité de la fonction f. M est-il un extremum de f ?.

Exercice 3 : (8 points)

Une entreprise fabrique des plaquettes de freins pour camions et pour voitures.

Par mois, elle produit x milliers de plaquettes pour camions et y milliers de plaquettes pour voitures.

Le bénéfice b (en milliers d'euros) se calcule par : $b(x, y) = -x^2 - 2y^2 + 2xy - 6x + 16y + 25$.

1°) Calculer le bénéfice de cette entreprise si elle produit 4000 plaquettes pour camions et 3000 plaquettes pour voitures.

2°) Calculer le gradient de la fonction b, puis les coordonnées du point critique.

3°) Calculer la matrice hessienne de la fonction b puis son hessien.

4°) La fonction b admet elle un extremum ? Si oui, pour quelles valeurs ?

5°) Finalement, quelle production doit adopter cette entreprise et quel bénéfice maximum peut- elle espérer ?

6°) a) Les machines de l'entreprise permettent de fabriquer 5000 plaquettes au maximum.
Sous cette contrainte, déterminer les quantités de plaquettes camion et plaquettes voiture que doit produire l'entreprise pour obtenir un bénéfice maximum.

6°) b) Quel est alors ce bénéfice ?

Le travail demandé comporte deux parties :

1. Un QCM de 20 questions. Les réponses devront être impérativement reportées sur la « feuille de résultat » ci-jointe. (10points)
   Attention, pour chaque question une ou plusieurs réponses sont possibles.

2. Une question à traiter parmi les deux proposées. La concision et la clarté de l'expression écrite seront valorisées. (10 points)

Histoire de pensée Economique

1. QCM

1 - La théorie de l'échange de Jevons montre que :
a. le degré final d'utilité est égal à l'utilité marginale.
b. l'utilité peut se représenter par des courbes d'indifférence.
c. les lois de Gossen sont vérifiées.
d. les quantités de biens échangés sont déterminées par l'égalisation des utilités marginales pondérées par les prix.

2 - La fonction walrasienne de « rareté » d'un bien correspond :
a. à l'utilité marginale d'un bien.
b. à l'utilité totale d'un bien.
c. à l'utilité d'extension d'un bien.
d. à l'utilité d'intensité d'un bien.

3 - Lesquelles de ces affirmations sont vraies :
a. un équilibre général walrasien est équivalent à un optimum parétien.
b. il existe un seul équilibre général walrasien parmi une infinité d'optimums m'édens.
c. il existe un seul optimum parétien parmi une infinité d'équilibres walrasiens.
d. il existe un seul équilibre général walrasien et un seul optimum parétien.

4 - La notion de surplus du consommateur a été développée par :
a. Walras
b. Pareto.
c. Marshall.
d. Edgeworth.

5 • Selon Bôhm-Bawerk, le taux d'intérêt correspond à la rémunération :
a. du capital.
b. du travail.
c. du report de consommation.
d. de l'allongement de la période de production.

6 • Le socialisme utopique est :
a. une forme de rêverie de certains penseurs.
b. une modalité d'organisation de la société irréalisable.
c. une manière de qualifier ses adversaires.
d. l'appellation donnée à certains courants doctrinaux.
e. la forme littéraire donnée à des constructions sociales.

7 • Le taux de plus-value est une mesure :
a. de l'ampleur des bénéfices.
b. de l'efficacité de la production.
c. du degré d'exploitation de la main-d'œuvre.
d. des gains réalisés par les titres boursiers.
e. de la différence entre le prix d'acquisition et le prix de revente des moyens de production.

8 - La composition organique du capital décrit :
a. la structure des titres de propriété d'une entreprise.
b. les caractéristiques des moyens de production.
c. les affectations du compte d'exploitation.
d. la structuration théorique de deux formes de travail.
e. la manière dont se réalise le partage entre capital fixe et capital circulant.

9 - Chez Marx la répartition s'effectue entre :
a. profit, rente et salaire.
b. profit et salaire.
c. salaire direct et salaire indirect.
d. revenus disponibles et fiscalité.
e. facteurs de production.

10 - Le protectionnisme préconisé par List concerne :
a. les activités économiques.
b. le patrimoine culturel.
c. l'agriculture.
d. l'industrie.
e. tout pays en général.
f. certains pays seulement.

NOM :.....

Feuille de Résultats

Reportez toutes vos réponses sur cette feuille. Seules les réponses consignées sur cette page seront prises en compte .

N° Question	Réponses aux questions	Correction
1	A ❐ / B ❐ / C ❐ / D ❐ / E ❐ / F ❐ / G ❐	
2	A ❐ / B ❐ / C ❐ / D ❐ / E ❐ / F ❐ / G ❐	
3	A ❐ / B ❐ / C ❐ / D ❐ / E ❐ / F ❐ / G ❐	
4	A ❐ / B ❐ / C ❐ / D ❐ / E ❐ / F ❐ / G ❐	
5	A ❐ / B ❐ / C ❐ / D ❐ / E ❐ / F ❐ / G ❐	
6	A ❐ / B ❐ / C ❐ / D ❐ / E ❐ / F ❐ / G ❐	
7	A ❐ / B ❐ / C ❐ / D ❐ / E ❐ / F ❐ / G ❐	
8	A ❐ / B ❐ / C ❐ / D ❐ / E ❐ / F ❐ / G ❐	
9	A ❐ / B ❐ / C ❐ / D ❐ / E ❐ / F ❐ / G ❐	
10	A ❐ / B ❐ / C ❐ / D ❐ / E ❐ / F ❐ / G ❐	
11	A ❐ / B ❐ / C ❐ / D ❐ / E ❐ / F ❐ / G ❐	
12	A ❐ / B ❐ / C ❐ / D ❐ / E ❐ / F ❐ / G ❐	
13	A ❐ / B ❐ / C ❐ / D ❐ / E ❐ / F ❐ / G ❐	
14	A ❐ / B ❐ / C ❐ / D ❐ / E ❐ / F ❐ / G ❐	
15	A ❐ / B ❐ / C ❐ / D ❐ / E ❐ / F ❐ / G ❐	
16	A ❐ / B ❐ / C ❐ / D ❐ / E ❐ / F ❐ / G ❐	
17	A ❐ / B ❐ / C ❐ / D ❐ / E ❐ / F ❐ / G ❐	
18	A ❐ / B ❐ / C ❐ / D ❐ / E ❐ / F ❐ / G ❐	
19	A ❐ / B ❐ / C ❐ / D ❐ / E ❐ / F ❐ / G ❐	
20	A ❐ / B ❐ / C ❐ / D ❐ / E ❐ / F ❐ / G ❐	

Centre universitaire de formation et de recherche de Mayotte

Année universitaire 2013-2014

Licence 2 – AES (1ère session)

Epreuve de droit administratif

Cours de Nicolas Font

Aucun document autorisé

Durée : 2 heures

Répondez précisément aux questions suivantes :

1) Qu'est ce que la police administrative ? (7 points)

2) Définissez précisément les moyens du contrôle de légalité interne : le détournement du pouvoir et la violation de la loi ? (6 points)

3) Quelles sont les conditions de la responsabilité administrative sans faute fondée sur le risque ? (7 points)

L2 AES : ANNEE UNIVERSITAIRE 2013/2014
Matière : POLITIQUE ECONOMIQUE
Enseignant : NSAME MOUYENGA
Durée : 1heure
SEMESTRE1

Centre Universitaire
MAYOTTE

Traiter au choix l'un des deux sujets suivants :

1. ***La remise en cause des politiques Keynésiennes.***

Ou

2. ***L'indexation des salaires dans les DOM-TOM est elle un outil efficace de politique économique?***

Centre Universitaire
MAYOTTE

LICENCE 2 AES

EXAMEN DE MONNAIE

Session de décembre 2013

Ousmane MODY

Durée de l'épreuve : 2 h. 00
Aucun document autorisé : ***l'utilisation d'une calculatrice est strictement interdite durant cette épreuve***

Sujets

Réflexion et analyse

1- En quoi la monnaie constitue-t-elle un instrument de mesure de la valeur ou une unité de compte ?

2- Montrez que la monnaie, en tant que qu'unité de compte constitue un élément déterminant de la prise de décision par les agents économiques.

3- Pourquoi les agents économiques peuvent-ils préférer détenir de la monnaie plutôt que des actifs réels et financiers comme l'immobilier et les actions ?

4- Expliquez la demande de monnaie keynésienne ?

5- Expliquez en quelques lignes, dans une synthèse structurée, le rôle du marché financier dans l'économie.

40

Analyse de documents

A partir des documents suivants et de vos connaissances, répondez aux questions suivantes.

6- Donnez les composantes de la masse monétaire et expliquez l'utilité de ces agrégats.

7- Montrez les effets d'une masse monétaire trop faible sur la croissance économique (en intégrant les décisions des agents économiques et leurs conséquences).

8- Décrivez le mécanisme qui permettrait à la stimulation monétaire de favoriser la croissance.

9- Quels sont les problèmes à éviter concernant la masse monétaire, pour connaître une croissance équilibrée ?

Documents :

1 *La variation de la masse monétaire et l'évolution des prix*

Comme tout phénomène économique, l'inflation* est un processus complexe mais qui peut être ramené à une explication simple [...] mais ô combien fructueuse, bref à une bonne théorie seule source de clarté et d'action [...]. Et quelle est cette théorie ? Celle qui énonce de façon un peu provocatrice que « l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire ». Lorsque l'économiste de Chicago Milton Friedman eut cette phrase lapidaire dans les années 1960, il fit bondir une bonne partie de l'Université. On peut considérer qu'aujourd'hui elle est acceptée, même si c'est avec des nuances, par la majorité de la profession.

Je t'explique. Il ne s'agit pas de prétendre [...] que cette vision apporte une explication « totale » de la maladie des prix. Elle affirme simplement que si l'on contrôle le stock de monnaie [la masse monétaire] en circulation [...], la flambée des prix ne pourra avoir lieu, du moins de façon durable. Certes, moult facteurs peuvent contribuer à attiser le feu des étiquettes (le déficit de l'État, les salaires, les baisses du taux de change de la monnaie contre les autres monnaies, le prix des biens importés [...]). Mais les braises ainsi jetées ne pourront provoquer une flambée durable que si l'évolution de la masse d'argent en circulation est trop rapide.

Trop rapide ? Vous avez dit trop rapide ? Oui, trop rapide, c'est-à-dire qui augmente à un rythme moyen trop élevé par rapport à la création de richesse de l'économie, autrement dit la croissance réelle de l'économie.

Tu vas comprendre. Que se passe-t-il si le pouvoir d'achat monétaire s'élève trop rapidement, c'est-à-dire plus vite que la production ? Les gens vont vouloir acheter beaucoup. La demande globale de biens et services va augmenter à un rythme supérieur à celui de l'offre globale. Sur tous les marchés, les prix vont monter pour rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande. Ainsi, si la monnaie et le pouvoir d'achat global qui s'ensuit croissent plus vite que les biens et services mis à la disposition des acheteurs, en moyenne, l'*ensemble* des prix va monter. Bien sûr, je simplifie, tant les processus en jeu entraînent de multiples ajustements de la machine économique [...].

André Fourcans, *L'économie expliquée à ma fille*, Le Seuil,

* Déséquilibre économique qui se traduit par une hausse durable du niveau général des prix.

2 *Quantité de monnaie, taux d'intérêt et crédits*

Une insuffisance de monnaie pourrait se traduire par un ralentissement de la croissance [économique] en empêchant les entreprises de développer leurs investissements. En effet, une offre insuffisante de liquidités [de monnaie] face à une demande soutenue entraîne une hausse des taux d'intérêt, et donc, le coût des emprunts étant plus élevé, on devrait assister à une baisse de demande de crédits.

J.-L. Bailly, G. Caire, A. Figliuzzi, V. Lelièvre, *Économie monétaire et financière*, Bréal, .

3 *Les variations de la masse monétaire et la croissance économique*

La combinaison de taux d'intérêt plus élevés et d'un crédit plus restreint [...] décourage les dépenses d'investissement et de consommation. Les entreprises reverront à la baisse leurs projets, tout comme l'État ou les collectivités territoriales. Par exemple, la hausse des taux d'intérêt peut amener les compagnies aériennes à retarder l'achat de nouveaux appareils. De même, les particuliers peuvent décider d'acheter une maison plus petite ou de rénover leur logement actuel quand la hausse des taux d'intérêt engendre des remboursements mensuels trop importants par rapport aux revenus. [...] Ainsi, le resserrement de la masse monétaire conduira-t-il au relèvement des taux d'intérêt et à la réduction des composantes de la demande globale, dépenses qui lui sont sensibles.

[...] L'analyse de l'offre et de la demande globale a montré comment une telle chute de l'investissement ou des autres dépenses autonomes réduit drastiquement le produit [intérieur brut (PIB)] et l'emploi.

P.A. Samuelson, W.D. Nordhaus, *Économie*, Economica.

L2AES : ANNEE UNIVERSITAIRE 2013/2014

Matière : Comptabilité analytique

Enseignant : NSAME MOUYENGA

Durée : 3H

SEMESTRE1

Centre Universitaire
MAYOTTE

Ce sujet comporte trois dossiers indépendants

Dossier1 : Méthode des coûts complets (cas EURODECO)

Dossier2 : Méthode des coûts variables (cas Hôtel BIOS)

Dossier3 : Le coût marginal (cas Martino)

L2AES : ANNEE UNIVERSITAIRE 2013/2014

Matière : **Comptabilité analytique**

Enseignant : NSAME MOUYENGA

Durée : 3H

SEMESTRE1

Dosiier1 : Cas EURODECO

La société EURODÉCO est une société à responsabilité limitée au capital de 150 000 €.

Elle a été constituée en N-2 avec pour objet l'achat, la vente et la fabrication de produits se rattachant à la décoration et à l'habitat, tant pour les particuliers que les entreprises.

En N, la société a démarré la fabrication de meubles en chêne dans les ateliers proches de sa surface de vente.

La société EURODÉCO tient une comptabilité analytique uniquement pour sa nouvelle activité de production.

Elle fabrique un modèle d'étagères : STÉPHANIE 90, constitué de deux montants et de cinq rayonnages (voir schéma annexe 1).

- La société achète des planches de bois de 4 mètres de long et de 8 cm de large.
- Les planches sont sciées en lattes, rabotées et percées en vue de leur assemblage, puis contrôlées dans l'atelier « préparation ».

À partir d'une planche on obtient soit :

- 4 lattes de 90 cm pour faire les rayonnages,
- 2 lattes de 1 m 80 pour faire les montants.

- Les planches de 4 mètres sont sciées de façon à laisser toujours une chute de 40 cm. Ces déchets sont vendus à raison de 1 € la chute. Lorsqu'au contrôle certaines lattes sont rebutées, elles sont alors jetées.
- Les lattes de même longueur sont ensuite assemblées par 3 à l'aide de tourillons (tiges de bois cylindriques), pour former les montants ou les rayonnages.
- Les montants et rayonnages constituant l'étagère et la visserie sont emballés dans un carton. Le montage de l'étagère est réalisé par le client.
- Les frais de main-d'œuvre, la visserie et les tourillons sont inclus dans les charges du tableau d'analyse des charges indirectes.
- Le carton d'emballage coûte 5 €.
- Le modèle « STÉPHANIE 90 » est vendu 550 €.
- En décembre, 2 lattes de 90 cm ont été rejetées au contrôle.

1 - Complétez l'annexe 2 au fur et à mesure de l'avancement du travail.

2 - En utilisant l'annexe 2 et en complétant l'annexe 3 :

a) terminez le tableau d'analyse des charges indirectes,

b) déterminez le coût d'achat des planches de 4 mètres,

c) calculez le coût de production des lattes de 1 m 80 et de 90 cm.

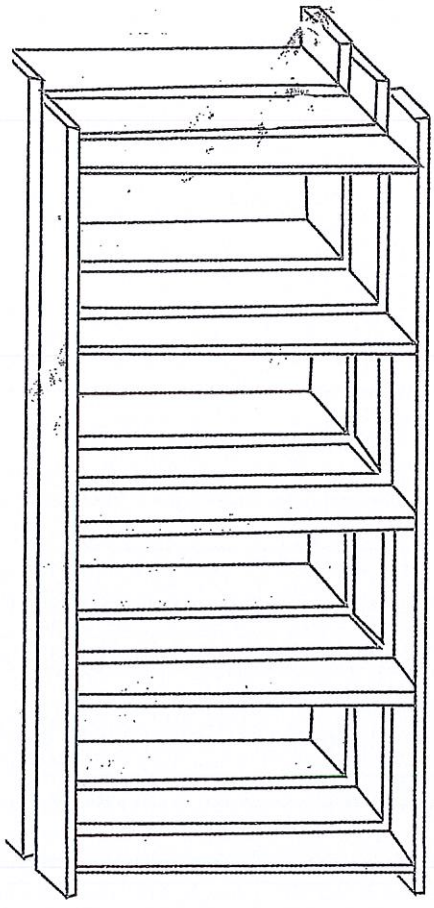
3 - À l'aide des données et des résultats obtenus précédemment :

a) déterminez le coût de production des montants et des rayonnages,

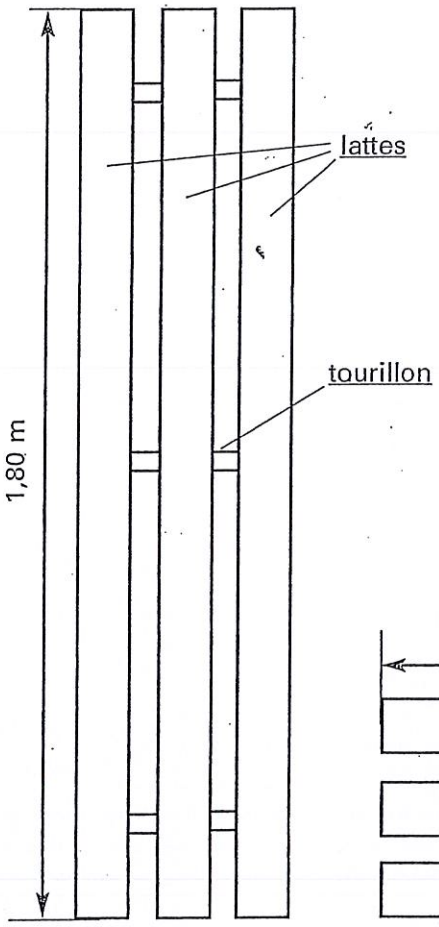
b) évaluez le coût de production et le coût de revient des étagères emballées.

NB : les calculs seront arrondis au centième inférieur (sauf frais de distribution : 4 décimales). Dans les comptes de stocks, utiliser la méthode du coût moyen unitaire pondéré.

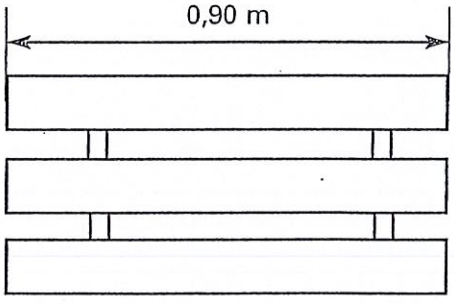
ANNEXE 1 - Schéma technique



étagère « STÉPHANIE 90 »



montant



rayonnage

ANNEXE 2

	COMPTE DE STOCK : PLANCHES 4 M						
	Q	PU	M		Q	PU	M
Stock initial	540	36,25	19575	Sortie pour fab. lattes 1 m 80	320	.....	.....
Achat décembre	.....	.....	.....	Sortie pour fab. lattes 90 cm	228	.....	.....
	810	36,30	29403				

	COMPTE DE STOCK : LATTES DE 1,80 M						
	Q	PU	M		Q	PU	M
Stock initial	160	17,90	2864	Consommation décembre	600	.....	.....
	.....	.....	.....				
	.....	.....	.....				

	COMPTE DE STOCK : LATTES DE 90 CM						
	Q	PU	M		Q	PU	M
Stock initial	182	11,00	2002	Consommation décembre	840	.....	.....
	.....	.....	.....				
	.....	.....	.....				

	COMPTE DE STOCK : MONTANTS DE 1,80 M						
	Q	PU	M		Q	PU	M
Stock initial	90	82,30	7407,00	Production décembre	120	.....	.....
	.....	.....	.....				
	.....	.....	.....				

	COMPTE DE STOCK : RAYONNAGES DE 90 CM						
	Q	PU	M		Q	PU	M
Stock initial	70	58,06	4064,20	Production décembre	300	.....	.....
	.....	.....	.....				
	.....	.....	.....				

	COMPTE DE STOCK : STÉPHANIE 90						
	Q	PU	M		Q	PU	M
Stock initial	15		7313,70	Ventes	50	.....	.....
Production décembre	60	.....	.....				
	.....	.....	.....				

ANNEXE 3 - Tableau d'analyse des charges indirectes du mois de décembre N

TABLEAU D'ANALYSE DES CHARGES INDIRECTES DU MOIS DE DÉCEMBRE N

	TOTAUX	Approvisionn.	Préparation	Assemblage	Distribution
Totaux répartition secondaire		108	3410	12000	1 856,25
Nature unité d'œuvre ou de l'assiette de frais		le mètre acheté	la latte coupée contrôlée	l'élément assemblé	chiffre d'affaires*
Quantité ou assiette		.....	.....	.....	.....
Coût de l'unité ou taux de frais		.....	2,2	25	.....

* hors ventes de déchets

COÛT D'ACHAT DES PLANCHES (DÉCEMBRE N)

	QUANTITÉ	PRIX UNITAIRE	MONTANT
Prix d'achat	.....	36	.....
Frais d'approvisionnement	.....	.....	.....
Coût d'achat	.....	.....	.....

COÛT DE PRODUCTION DES LATTES (DÉCEMBRE N)

	LATTES 1 m 80			LATTES 90 cm		
	Q	PU	Montant	Q	PU	Montant
Planches de 4 m	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Charges indirectes	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Déchets	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Coût de production des lattes	.....	.....	.....	.....	.....	.....

Centre Universitaire
MAYOTTE

LICENCE 2 AES

EXAMEN DE DROIT DES CONTRATS ET DE LA RESPONSABILITÉ

Session de décembre 2013

Aurélien SIRI

Durée de l'épreuve : 3 h. 00
Aucun document autorisé

FAIRE LES DEUX EXERCICES SUIVANTS

(*Il est vivement recommandé de ne pas dépasser 5 pages*)

Premier exercice (10 points)

Après lecture des extraits de l'arrêt ci-dessous, répondez exclusivement aux questions suivantes (l'analyse de l'arrêt ne vous est pas demandée) :

1° Sur le premier moyen : (7 points)
a) *dans toutes ses branches* : quelles sont, selon la Cour d'appel, les deux conditions nécessaires pour que le contrat en cause puisse être considéré comme formé ?
b) *dans sa première branche* :
- quelle est la position du demandeur au pourvoi ?
- est-elle ou non justifiée en l'espèce ?
- la réponse à la question précédente serait-elle ou non identique s'il s'agissait d'un contrat de vente ?
c) *dans sa troisième branche* : quelle est, selon la Cour d'appel, la qualification juridique des relations nouées entre les parties ?
2° Sur la rupture abusive des pourparlers en général : (3 points)
a) en quoi consiste l'abus dans la rupture ? (ne vous contentez pas de reprendre les termes de l'arrêt)
b) quelle en est la sanction ?

Extraits de Cass. com., 20 juin 2000
Demandeur : Société Travaux hydrauliques du bâtiment (THB)
Défendeur : Société France Auto

Attendu, selon l'arrêt déféré (Toulouse, 25 mars 1996), que la société Travaux hydrauliques du bâtiment (société THB) a assigné la société France Auto en réparation du préjudice causé par la rupture d'un contrat d'entreprise, et subsidiairement, en réparation du préjudice causé par la brusque rupture des pourparlers en vue de la réalisation de ce contrat... ;

Sur le premier moyen, pris en ses trois branches :

Première branche : Attendu que la société THB reproche à l'arrêt d'avoir rejeté sa demande tendant à la condamnation de la société France Auto à lui verser la somme en principal de 1 529 000 francs pour rupture unilatérale et abusive d'un marché d'entreprise alors, selon le pourvoi,... que l'accord préalable sur le montant exact de la rémunération ne constitue pas un élément essentiel du contrat de louage d'ouvrage (ou contrat d'entreprise) ; qu'en excluant qu'un tel contrat ait pu être conclu entre les sociétés THB et France Auto sur l'unique constatation d'une absence d'accord sur le prix considéré comme « élément essentiel de ce type de contrats », la cour d'appel a violé par fausse application l'article 1129 du Code civil ;

Deuxième branche : [...]

Troisième branche : alors, enfin, qu'en se basant sur des motifs vagues et hypothétiques selon lesquels... « il est permis de s'interroger sur la volonté des parties de s'engager »..., la cour d'appel, a privé sa décision de motifs... ;

Mais attendu que pour écarter la demande de dommages et intérêts pour rupture abusive de contrat l'arrêt, analysant les pièces produites par la société THB, retient que l'accord définitif n'avait pas encore été conclu ; qu'ainsi,... la cour d'appel a légalement justifié sa décision ;...

Et *sur le second moyen*,... : Attendu que la société THB reproche à l'arrêt d'avoir rejeté sa demande en dommages et intérêts pour rupture abusive des pourparlers, alors, selon le pourvoi... qu'en reconnaissant l'absence de faute de France Auto dans la rupture des pourparlers contractuels à défaut, pour ces négociations, d'avoir atteint un degré tel que la société THB pouvait légitimement croire à la conclusion du marché..., la cour d'appel... a violé l'article 1382 du Code civil ;...

Mais attendu que, dès lors qu'elle avait retenu que les pourparlers n'étaient pas suffisamment avancés pour que la société THB puisse croire qu'un contrat allait être signé, la cour d'appel n'a pas violé l'article 1382 du Code civil ;...

Par ces motifs : rejette le pourvoi.

Deuxième exercice : résoudre le cas pratique (10 points)

Récemment, de nombreux médecins se sont plaints auprès du directeur de la clinique « La Croix sourire » à Marseille du comportement du docteur Michaël TATO. Le médecin Nicolas METIFIOT a notamment souligné qu'en 2011, 2012 et 2013, sont survenus au sein de la clinique des incidents caractérisés par des états d'énervement et de brutalité à l'égard non seulement de certains malades mais aussi à l'égard de ses confrères en raison de son état d'alcoolémie avancé. Le 20 novembre 2013, la clinique, jugeant l'attitude de M. TATO d'une extrême gravité, car pouvant avoir des répercussions graves sur la santé des patients, lui a notifié sa décision de mettre fin à leurs relations contractuelles, et cela immédiatement, c'est-à-dire sans attendre le terme du contrat fixé au 31 décembre 2014 et sans décision judiciaire préalable. M. TATO considère cette décision injustifiée et désire intenter une action en justice contre la clinique.

Quels arguments peut-il invoquer ? Avec quelles chances de succès ? Quelle sera la solution des juges ?

*****

Centre Universitaire
MAYOTTE

LICENCE 2 EN AES

EXAMEN DE PROBLEMES ECONOMIQUES CONTEMPORAINS

Session de mai 2014

Laurence DIEDERICHS-DIOP

Durée de l'épreuve : 1 heure et 30 minutes
Aucun document n'est autorisé

SUJET :

La redistribution en France : quels en sont les principes et les outils, quel est son impact sur les inégalités et la pauvreté ?

L2 AES : ANNEE UNIVERSITAIRE 2013/2014

Matière : Théorie des organisations

Enseignant : NSAME MOUYENGA

Durée : 2 heures

SEMESTRE2

Centre Universitaire
MAYOTTE

Traiter au choix l'un des deux sujets suivants :

Sujet1 :

Présentez dans une rédaction soignée et structurée les trois analyses de l'entreprise suivantes :

1. La théorie des coûts de transactions
2. La théorie des droits de propriété
3. La théorie de l'agence

Sujet2 :

Vous traiterez le sujet suivant sous la forme d'un développement structuré.

Une culture d'entreprise forte est elle source d'avantage concurrentiel ?

L2 AES : ANNEE UNIVERSITAIRE 2013/2014

Matière : Contrôle de gestion

Enseignant : NSAME MOUYENGA

Durée :3heures

Téléphones portables non autorisés

Documents autorisés

SEMESTRE2

Centre Universitaire
MAYOTTE

Ce sujet comprend trois dossiers indépendants

Dossie1 : Prévision des ventes et gestion des approvisionnements (8 points).

Dossier2 : Budget de trésorerie (6 points).

Dossier3 : Calcul et analyse des écarts sur coûts de production (6 points).

NB : La tva au taux normal sur ce dossier est de 19.6%

62

DOSSIER1 : L'entreprise SIMPSON

L'entreprise SIMPSON est une PME, localisée dans le sud – ouest de la France, spécialisée dans la fabrication de planches à voiles.

PARTIE1 :

Vous devez analyser la rentabilité d'un des produits : le Speed 2000.
Ses ventes en quantités ont été les suivantes :

Années	Ventes
N-3	310
N-2	380
N-1	460
N	477

L'entreprise s'est dotée en N-1 d'une capacité de production de 600 unités de Speed 2000.
L'activité est saisonnière :

Mois	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Coefficient	0,8	0,8	0,85	0,85	0,95	1,35	1,45	1,55	1,1	0,8	0,8	0,7

Prix de vente d'une planche de voile : 300 €
Coût variable unitaire : 240 €
Charges fixes annuelles concernant cette activité : 24600 €

Travail à faire :

1. Calculer à l'aide de la droite des moindres carrés le nombre prévisionnel de produits vendus en N+1.
2. Calculer les ventes prévisionnelles mensuelles.
3. Calculer le seuil de rentabilité en quantité et en valeur.
4. Quelle est la date du point mort ?
5. Quel est le résultat prévu en N+1 ?
6. Commentez les résultats obtenus.

Le marché intérieur semble saturé, l'entreprise veut conquérir le marché européen. Elle est prête à baisser son prix de vente pour s'implanter dans un nouveau marché.
Un client espagnol propose d'acheter 40 planches Speed 2000 au prix unitaire de 260.
L'entreprise SIMPSON doit-elle accepter cette commande supplémentaire ? Présentez votre réponse argumentée sous forme d'une note adressée au chef comptable.

PARTIE2 : Gestion des approvisionnements.

Le service approvisionnement a estimé que la consommation annuelle des voiles nécessaires à la fabrication de l'ensemble des planches de l'entreprise en N+1 serait de 4800 unités.
L'entreprise impose un prix d'achat TTC à ses fournisseurs de 107.64 € (tva : 19.6%).
Les voiles sont stockées dans un grand hangar, le coût de possession du stock peut être estimé à 5% de la valeur du stock moyen. Le coût de passation d'une commande est de l'ordre de 50 €.

Travail à faire :

1. Calculer le nombre optimal de commandes.
2. Quelle sera le montant de chaque commande ? La valeur du stock moyen ?
3. Déduisez-en le coût total de gestion du stock.

La société MONTEIRO souhaiterait connaître l'évolution de sa trésorerie au cours du premier trimestre N.

Elle met à votre disposition :

Annexe 1 Extrait de la balance au 31 décembre N-1

Numéros de comptes	Intitulé	Montants	
		Débit	Crédit
401000	Fournisseurs (1)		3 000
404000	Fournisseurs d'immobilisations (2)		2 320
411000	Clients (3)	1 430	
421000	Personnel - rémunérations dues		2 000
430000	Sécurité sociale et autres organismes sociaux		1 020
512000	Banque	2 890	
530000	Caisse	422	

(1) Paiement 50 % en janvier N ; 50 % en février N.

(2) Paiement en janvier N.

(3) Règlement à recevoir en janvier N.

Annexe 2 Informations diverses

Éléments	Janvier	Février	Mars	Observations
Ventes hors taxes	6 000	6 000	9 000	Les clients règlent 80 % au comptant, le reste à 30 jours
Achats hors taxes	2 500	2 500	3 000	Les fournisseurs sont réglés 50 % à 30 jours et 50 % à 60 jours
Autres charges TTC	1 100	1 100	1 100	Payées le mois même de leur engagement.
Salaire	1 700	1 700	1 700	Virement bancaire le deuxième jour du mois suivant.
Charges sociales	900	900	900	Virement bancaire le dixième jour du mois suivant.
Acquisition d'immobilisations HT			20 000	50 % au complant, le reste à 60 jours.
Cession d'immobilisations TTC	300			Encaissée le mois même de la vente.

Annexe 3 Budget des ventes

Éléments	Janvier	Février	Mars
Ventes HT du mois	6 000	6 000	9 000
TVA 19,6 %	1 176	1 176	1 764
Ventes TTC du mois	7 176	7 176	10 764

Budget des achats

Éléments	Janvier	Février	Mars
Achats HT du mois	2 500	2 500	3 000
TVA 19,6 %	490	490	588
Achats TTC du mois	2 990	2 990	3 588

Budget des investissements

Éléments	Janvier	Février	Mars
Acquisitions HT du mois			20 000
TVA 19,6 %			3 920
Acquisitions TTC du mois			23 920

Travail à faire :

1. Etablissez le budget de TVA (annexe4)
2. Etablissez le budget des encaissements et des décaissements (annexes 5 et 6)
3. Etablissez le budget de trésorerie (annexe7)
4. Commentez la situation de trésorerie.

Annexe

Eléments	Janvier	Février	Mars
TVA COLLECTÉE			
TVA déductible sur ABS			
TVA déductible sur immobilisations			
Crédit de TVA du mois précédent			
TVA à décaisser ou crédit de TVA			

5 Budget des encaissements 1er trimestre N

Annexe

Éléments	Janvier	Février	Mars
Clients au 31/12/N			
Ventes de janvier			
Ventes de février			
Ventes de mars			
Cession d'immobilisations			
Emprunt			
Total encaissements			

6 Budget des décaissements 1er trimestre N

Annexe

Éléments	Janvier	Février	Mars
Fournisseurs			
Fournisseurs d'immobilisations			
Achats de janvier			
Achats de février			
Achats de mars			
Autres charges			
Salaires			
Charges sociales			
Acquisition d'immobilisations			
Acomptes sur IS			
TVA à décaisser			
Total décaissements			

7 Budget de trésorerie du 1er trimestre N

Annexe

Éléments	Janvier	Février	Mars
Trésorerie initiale			
Total des encaissements			
Total des décaissements			
Trésorerie finale			

Année universitaire 2013-2014
CUFR de Mayotte
Licence II d'Administration Économique et Sociale
Semestre 4
UE 7 : Sociologie
M. David MOURARET

Contrôle de connaissances :
(Durée : 1 heure)

Vous répondrez aux questions suivantes, de manière argumentée et synthétique.

Deux points seront discrétionnairement attribués à l'orthographe, la syntaxe, les accords, la ponctuation et la conjugaison.

Aucun document n'est autorisé.

Tableau extrait de l'ouvrage de Marlaine CACOUAULT – BITAUD et Françoise OEUVRARD, *Sociologie de l'Éducation*, Paris, La Découverte, 2009 (4ème éd.), 2009, p. 36

Tableau VII. Évolution de la proportion d'élèves obtenant le baccalauréat selon leur origine sociale

	Proportion d'élèves entrés en sixième en :					
	1962 [1]	1973	1980	1989	1995	
	ayant obtenu le bac					
	Fin 1960	Fin 1970	Fin 1980	Fin 1990	début 2000	
						Dont bac général
Cadres supérieurs, professions libérales, chefs d'entreprise	54,6	66,3	74,1	85,3	90,5	*70,6*
Cadres moyens, instituteurs	49,3	48,8	57,3	76,3	80,0	*51,1*
Employés	24,8	29,9	38,7	60,0	62,8	*30,4*
Artisans, commerçants	23,4	30,1	39,0	58,7	64,5	*33,0*
Agriculteurs	14,8	24,4	38,9	71,1	72,9	*30,9*
Ouvriers, contremaîtres, personnels de service	11,3	16,8	25,9	52,5	51,6	*20,3*
Non actifs et divers	8,4	13,1	17,8	34,3	27,5	*10,3*
Ensemble	20,6	28,1	38,5	62,7	63,7	*33,7*

Questions :

1/ Sur 100 élèves entrés en sixième, en 1995, combien ont obtenu un baccalauréat au début des années 2000 ? (1 point)

2 / Combien parmi les enfants d'ouvriers ? (1 point)

3 / Et combien parmi les enfants de cadres supérieurs ? (1 point)

4 / Toujours sur ces 100 élèves entrés en sixième, en 1995, combien ont obtenu un baccalauréat général au début des années 2000 ? (1 point)

5 / Quelle est la proportion d'enfants d'ouvriers ? (1 point)

6 / Enfin, à quel pourcentage se monte le nombre d'enfants de cadres supérieurs obtenant un bac général ? (1 point)

7 / En vous basant sur la lecture des chiffres du tableau et en utilisant les concepts des auteurs étudiés en cours, sur cette thématique sociologique, rédigez un paragraphe argumenté (d'une vingtaine de lignes) sur l'analyse de l'évolution des inégalités sociales de scolarisation (12 points).

75

Centre Universitaire
MAYOTTE

CENTRE UNIVERSITAIRE DE MAYOTTE

ANNÉE UNIVERSITAIRE 2013-2014

L2 – AES

Droit du travail

EXAMEN TERMINAL – DUREE 1h30

Documents autorisés :
Aucun document n'est autorisé.

Répondez successivement aux questions suivantes :

1. Qu'est-ce qu'un emploi fictif et quelles sont les éventuelles sanctions en cas de recours à des emplois fictifs ? (**2 points**)

2. Expliquez la notion de lien de subordination dans un contrat de travail (**3 points**)

3. La modification du contrat de travail ou des conditions de travail (**7 points**)

4. Les causes du licenciement économique et les obligations pesant sur l'employeur (**8 points**)

CENTRE UNIVERSITAIRE DE MAYOTTE

EXAMEN L2, AES.

Economie internationale.

Cours de Maal ABIA.

I. Questions de cours (10 points).

1. Qu'est-ce que la parité des pouvoirs d'achat en politique de change ? (2 points)
2. quels sont les avantages et les inconvénients des systèmes de change fixe et flottant ? (4 points)

Quelles sont les composantes de la balance des paiements ? (3 points)

3. Pourquoi la balance des paiements est toujours équilibrée ? (1 point)

II. Dans un développement structuré, à partir de vos connaissances et du document ci-dessous, vous répondrez à la question suivante : « L'OMC est-elle indispensable pour réguler le commerce mondial » ? (10 points).

DOCUMENT : l'OMC : l'essentiel.

Il y a de nombreuses façons de considérer l'OMC. C'est une organisation qui s'emploie à libéraliser le commerce. C'est un cadre dans lequel les gouvernements négocient des accords commerciaux. C'est un lieu où ils règlent leurs différends commerciaux. L'OMC administre un système de règles commerciales. (Mais ce n'est pas Superman, au cas où l'on penserait qu'elle peut résoudre – ou causer – tous les problèmes du monde!).

C'est avant tout un cadre de négociation ... L'OMC est essentiellement un lieu où les gouvernements Membres se rendent pour essayer de résoudre les problèmes commerciaux qui existent entre eux. La première étape consiste à discuter. L'OMC est le fruit de négociations et tout ce qu'elle fait est le résultat de négociations. Les travaux menés actuellement par l'OMC découlent en majeure partie des négociations qui se sont tenues de 1986 à 1994, dénommées le Cycle d'Uruguay, et de négociations antérieures qui ont eu lieu dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). L'OMC accueille actuellement de nouvelles négociations, dans le cadre du "Programme de Doha pour le développement" lancé en 2001.

Lorsque les pays se sont heurtés à des obstacles au commerce et ont voulu les réduire, les négociations ont contribué à libéraliser le commerce. Mais l'OMC ne s'emploie pas seulement à libéraliser le commerce, et dans certaines circonstances, ses règles favorisent le maintien d'obstacles au commerce – par exemple pour protéger les consommateurs ou empêcher la propagation d'une maladie.

C'est un ensemble de règles ... Au cœur du système se trouvent les Accords de l'OMC, négociés et signés par la majeure partie des puissances commerciales du monde. Ces documents constituent les règles juridiques de base du commerce international. Ils sont essentiellement des contrats, aux termes desquels les gouvernements sont tenus de maintenir leur politique commerciale à l'intérieur de limites convenues.

Bien qu'ils soient négociés et signés par des gouvernements, leur objectif est d'aider les producteurs de biens et de services, les exportateurs et les importateurs à exercer leurs activités, tout en permettant aux gouvernements de répondre à des objectifs sociaux et environnementaux.

L'objectif primordial du système est de contribuer à favoriser autant que possible la liberté des échanges,– tout en évitant les effets secondaires indésirables, – parce que c'est important pour le développement économique et le bien-être. Il s'agit notamment de supprimer les obstacles. Il s'agit aussi d'informer les particuliers, les entreprises et les pouvoirs publics sur les règles commerciales en vigueur dans le monde et de leur donner l'assurance qu'il n'y aura pas de changement soudain dans les politiques appliquées. En d'autres termes, les règles doivent être "transparentes" et prévisibles.

Et elle aide à régler les différends ... C'est le troisième volet important des activités de l'OMC. Les relations commerciales font souvent intervenir des intérêts contradictoires. Les accords, y compris ceux qui ont été négociés laborieusement dans le système de l'OMC, ont souvent besoin d'être interprétés. La meilleure manière de régler ces différends est de faire appel à une procédure neutre établie sur une base juridique convenue. C'est l'objectif du processus de règlement des différends énoncé dans les Accords de l'OMC.

Elle est née en 1995 mais elle est déjà grande

L'OMC est née le 1er janvier 1995 mais le système commercial qu'elle représente a presque un demi-siècle de plus. En 1948, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT: the "General Agreement on Tariffs and Trade") établissait les règles du système, dont le cinquantième anniversaire a été commémoré lors de la deuxième réunion ministérielle de l'OMC, qui s'est tenue à Genève en mai 1998.

L'Accord général a rapidement donné naissance à une organisation internationale officieuse, existant de fait et aussi dénommée officieusement GATT, qui a évolué au fil des ans à travers plusieurs cycles (ou "rounds") de négociation.

Le dernier et le plus important des cycles du GATT, le Cycle d'Uruguay, qui a duré de 1986 à 1994, a conduit à la création de l'OMC. Alors que le GATT régissait principalement le commerce des marchandises, l'OMC et ses Accords visent aujourd'hui le commerce des services ainsi que les échanges d'inventions, de créations et de dessins et modèles (propriété intellectuelle).

Centre Universitaire
MAYOTTE

LICENCE 3 AES

EXAMEN D'ÉCONOMIE DE LA CROISSANCE

Session de décembre 2013

Ousmane MODY

Durée de l'épreuve : 2 h. 00
Aucun document autorisé : ***l'utilisation d'une calculatrice est strictement interdite durant cette épreuve***

Sujets

Réflexion et Analyse

1- Définissez la notion de croissance économique. Qu'est-ce que le Produit Intérieur Brut (PIB) ? Quelles sont les grandes composantes de cet agrégat du point de vue de la demande ?

2- Quels sont les effets positifs attendus de la croissance économique ?

3- Expliquez « la croissance endogène » selon les auteurs de cette théorie.

4- Quelles sont les différentes phases de croissance selon Rostow ? Dans quelle phase se trouvent des pays comme la chine, l'Allemagne et le Niger ? Justifiez votre réponse.

5- Présentez en quelques lignes dans une synthèse structurée les limites de la croissance et du PIB en tant mesure de la richesse et indicateur du bien-être d'un pays et les pistes dégagées pour avoir « de nouveaux indicateurs de richesse » ?

Analyse de documents

A partir des documents suivants, répondez aux questions.

6- Relevez les conséquences de la croissance sur l'environnement.

7- Proposez des objectifs de croissance compatibles avec la protection de l'environnement.

8- Définissez la relation entre croissance et développement durable ?

9- Recherchez des exemples, dans la vie quotidienne, de décisions des ménages qui tiennent compte du développement durable.

Documents :

Document 1 *Les conséquences de la croissance sur l'environnement*

Les observations effectuées depuis plusieurs décennies [confirment que] la croissance économique continue à aller de pair avec une détérioration de l'environnement. [...]
L'industrialisation, l'urbanisation rapide et l'intensification des transports [...] entraînent une forte augmentation des pollutions locales et régionales. [...]
La consommation totale et par habitant des principales ressources naturelles – énergie, [...] eau – augmente dans presque tous les pays de l'OCDE. La production totale de déchets urbains augmente également, bien que, par habitant, elle se soit stabilisée à partir de 1990 ; les émissions de polluants dues [au] transport automobile sont en hausse constante dans les pays industrialisés comme dans les pays émergents. [...]
Le démarrage de la croissance dans les pays en développement s'accompagne le plus souvent de dégâts environnementaux dont les populations subissent les conséquences sanitaires et sociales. Et l'activité des pays riches les plus avancés continue, elle aussi, à exercer une pression négative sur l'environnement global et sur la qualité de vie de ses habitants.

N. Kousnetzoff, *Le développement durable : quelles limites à quelle croissance ?*, La Découverte, coll. « Repères », Paris.

Document 2 *Le développement durable : une notion en débat (1)*

Repenser les rapports qu'entretiennent les êtres humains entre eux et avec la nature est une aspiration que partage un nombre grandissant de femmes et d'hommes. Ils posent un regard critique sur un mode de développement qui porte atteinte à l'environnement et relègue la majorité de l'humanité dans la pauvreté. Le développement durable est issu de cette idée que tout ne peut pas continuer comme avant, qu'il faut remédier aux insuffisances d'un modèle de développement axé sur la seule croissance économique en reconsidérant nos façons de faire compte tenu de nouvelles priorités.

http://www.mddep.gouv.qc.ca

Document 3 *Le développement durable : une notion en débat (2)*

Certains refusent cette notion de développement durable car elle ne remet pas vraiment en question les modèles de développement économique actuels, caractérisés par la course à la production, le productivisme (agriculture), l'intégration à la sphère marchande d'un nombre toujours plus grand d'objets et d'activités. Certains regrettent aussi que la notion de développement durable soit devenue une notion fourre-tout, au-delà des stricts aspects environnementaux et intergénérationnels, et que les autorités l'utilisent dans de multiples circonstances.

http://www.ladocumentationfrancaise.fr

L3 AES : ANNEE UNIVERSITAIRE 2013/2014

Matière : ANALYSE FINANCIERE

Enseignant : NSAME MOUYENGA

Durée : 3H

SEMESTRE1

Centre Universitaire
MAYOTTE

Ce sujet comporte deux dossiers indépendants

Dossier1 : Choix entre deux investissements et modes de financement

(ANNEXE1)

Dossier2 : L'évaluation de l'entreprise (annexes2 et 3)

84

L3 AES : ANNEE UNIVERSITAIRE 2013/2014
Matière : ANALYSE FINANCIERE
Enseignant : NSAME MOUYENGA
Durée : 3H
SEMESTRE1

SUJET :

Il vous est demandé d'apporter un soin particulier à la présentation de votre copie.
Toute information calculée devra être justifiée.

PRÉSENTATION DE L'ENTREPRISE

La SA BUREAUTIC CONSEIL (BC) est une PME implantée dans l'Aude, le Tarn et les Pyrénées-Orientales. Son capital est détenu par Monsieur ALBERT (actionnaire majoritaire) et quelques membres de sa famille.

L'objet social de la société est la vente de produits bureautiques (photocopieurs, fax, imprimantes, et articles consommables …) destinés aux entreprises et aux particuliers.

Monsieur ALBERT est concessionnaire exclusif de la marque XANOX sur les trois départements.

La marque XANOX assurait jusqu'alors la maintenance directe de ses appareils auprès des clients. À compter de 2010, elle a décidé de confier cette mission à chaque concessionnaire, ce qui constituera pour chacun d'entre eux une nouvelle activité.

La société emploie une vingtaine de salariés. Le service commercial occupe deux chefs des ventes ainsi que quinze commerciaux qui démarchent et assurent les relations avec les clients. Le service administratif et financier est constitué de deux secrétaires et d'un contrôleur de gestion qui assistent le dirigeant.

Depuis deux ans, la société s'est lancée dans une procédure de certification qualité qui se traduit par la mise en place d'indicateurs « qualité » dans les tableaux de bord commerciaux.

Le dossier de gestion sur lequel vous travaillerez concerne l'objectif d'évaluation de l'entreprise pour un projet de création d'une filiale.

L3 AES : ANNEE UNIVERSITAIRE 2013/2014
Matière : ANALYSE FINANCIERE
Enseignant : NSAME MOUYENGA
Durée : 3H
SEMESTRE1

Annexe1

1°) La société ALPHA désire diversifier son activité en lançant un nouveau produit : les revêtements muraux en impression relief. Ses dirigeants envisagent d'en fabriquer et d'en vendre 140 000 rouleaux par mois au prix de vente unitaire H. T. de 9,78 EUR. Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire d'acquérir une nouvelle machine.

La société ALPHA a le choix entre deux équipements :

	E1	E2
Valeur d'achat H. T.	1 137 350	1 348 250
Durée de vie (en années)	5	7
Amortissement	Dégressif	Linéaire
Valeur économique résiduelle	V. C. N.—	V. C. N.
Charges d'exploitation unitaires	6,1	6,2

Le taux d'actualisation retenu est de 12 %.

TRAVAIL A FAIRE

En utilisant différents critères de décision, quel investissement la Société ALPHA devra-t-elle retenir ?

L'étude sera réalisée sur une durée de 5 ans.

2°) La société ayant choisi l'équipement le plus rentable, elle envisage deux moyens de financement possibles pour cet investissement :

- autofinancement à concurrence de 189 500 EUR et emprunt pour le solde au taux de 13 %, amortissable en 5 ans par annuités constantes ;
- location pendant 5 ans. L'annuité, versée en fin de chaque année, sera constante et égale à 396 745,49 EUR T. T. C. (T. V. A. au taux de 19,60 %).

TRAVAIL A FAIRE

En retenant un taux d'actualisation de 12 %, déterminer quelle est la meilleure solution ?

NB : Les flux actualisés et les critères de choix se feront sur une durée de 5 ans pour les deux projets.

L3 AES : ANNEE UNIVERSITAIRE 2013/2014
Matière : ANALYSE FINANCIERE
Enseignant : NSAME MOUYENGA
Durée : 3H
SEMESTRE1

Dossier2: Evaluation de l'entreprise (annexes 2 et 3)

Dossier2 : Évaluation de l'entreprise

Dans le cadre du projet de création de filiale commune entre les sociétés BUREAUTIC CONSEIL (BC) et KATAR, vous participez au calcul de la valeur de la SA BUREAUTIC CONSEIL et à la détermination de la participation financière de chacune des sociétés. Vous complétez votre travail par une étude sur la liquidité de la société BUREAUTIC CONSEIL afin d'apprécier la faisabilité du projet.

TRAVAIL À FAIRE

À partir des **annexes 2** et **3**

1. En utilisant la formule d'évaluation donnée en **annexe 6**, calculer la valeur globale de la société BUREAUTIC CONSEIL, arrondie à la centaine d'euros.
2. Déterminer le montant à financer et le pourcentage de participation de chaque société dans le capital de la filiale commune.
3. La liquidité de la société BUREAUTIC CONSEIL est-elle suffisante pour financer cette participation ? Justifier votre réponse.
4. Après avoir précisez les notions de GOODWILL et de BADWILL, calculer la valeur de l'entreprise selon :
5. La méthode des praticiens
6. Comparer l'évaluation fondée sur la valeur substantielle et celle prenant en compte les CPNE

Centre Universitaire
MAYOTTE

LICENCE 3 AES

EXAMEN DE DROIT DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Session de décembre 2013

Frédéric LOMBARD

Durée de l'épreuve : 1 h. 30
Aucun document n'est autorisé

Répondez à la question suivante :

Quels sont les divers moyens permettant la mise en œuvre de la libre administration des collectivités territoriales en France ?

Nom :.....
Prénom :.....
N° carte étudiant :.....

Economie industrielle

Durée : 1 heure 30

Aucun document autorisé.

Répondez en cochant la case prévue à cet effet. **Une seule case doit être cochée par question.** Une réponse faite autrement que par une croix dans une case est considérée comme une mauvaise réponse. Les feuilles de brouillon ne seront pas prises en compte.

+ 1/2 point par bonne réponse ; - 1/4 point par mauvaise réponse ;
0 point en cas d'absence de réponse.

1) L'entreprise présentée par la microéconomie néoclassique est un acteur influent, doté d'une stratégie et d'une réelle consistance historique et culturelle :

Vrai ☐ Faux ☐

2) Quand un marché est parfaitement concurrentiel :

- ☐ le produit est homogène, les entreprises sont preneurs de prix et peuvent librement entrer sur le marché et en sortir
- ☐ le produit est homogène, les entreprises sont preneurs de prix et il existe des barrières à l'entrée sur le marché
- ☐ les entreprises réalisent des produits différenciés, fixent leur propre prix et peuvent librement entrer sur le marché et en sortir
- ☐ les entreprises réalisent des produits différenciés, fixent leur propre prix et il n'existe pas de barrières à l'entrée sur le marché

3) Un type de structure d'industrie caractérisé par un petit nombre d'entreprises, chacune d'entre elles étant suffisamment grosse pour influencer le prix de marché, est appelé :

- ☐ concurrence pure et parfaite
- ☐ monopole
- ☐ oligopole
- ☐ concurrence monopolistique

4) En concurrence monopolistique, les entreprises bénéficient d'un certain pouvoir de marché :

- ☐ du fait de leur taille
- ☐ parce qu'elles produisent des produits différenciés

5) Une entreprise opérant dans une industrie en situation de concurrence monopolistique :

- ☐ doit baisser son prix pour vendre plus de produits
- ☐ doit augmenter son prix pour vendre plus de produits
- ☐ vend un montant fixe de produits quel que soit le prix

6) Un groupe d'entreprises qui décident, ensemble et de manière formelle, des prix et de la production est appelé :

- ☐ une industrie concentrée
- ☐ un cartel
- ☐ un oligopole
- ☐ un monopole naturel

7) Un marché est défini comme parfaitement contestable si :

- ☐ l'entrée sur le marché et la sortie du marché se font sans coût
- ☐ l'entrée et la sortie sont coûteuses
- ☐ l'entrée n'est pas coûteuse mais la sortie est coûteuse
- ☐ l'entrée est coûteuse mais la sortie n'est pas coûteuse

8) Par rapport à une industrie organisée de manière concurrentielle, un monopole :

- ☐ fabrique moins de produits, fixe un prix plus faible et réalise des profits
- ☐ fabrique plus de produits, fixe un prix plus élevé et réalise des profits plus élevés
- ☐ fabrique moins de produits, fixe un prix plus élevé et réalise des profits
- ☐ fabrique moins de produits, fixe un prix plus faible et ne réalise pas de profits

9) On définit l'information asymétrique comme :

- ☐ une situation dans laquelle deux agents ne disposent pas des mêmes informations au sujet de la transaction qui les réunit
- ☐ une défaillance de marché qui se caractérise par le fait que des produits de qualités différentes se vendent au même prix.

10) L'indice d'Hirschman-Herfindahl est une mesure de :

- ☐ distorsion des prix
- ☐ concentration du marché
- ☐ dispersion des prix
- ☐ barrières à l'entrée

11) Certaines économies d'échelle renvoient à un effet d'apprentissage :

Vrai ☐ Faux ☐

12) Selon la théorie de l'agence, les asymétries d'information confèrent du pouvoir aux « exécutants » :

Vrai ☐ Faux ☐

13) Un cadre légal, qui définit des droits, est souvent nécessaire pour faire émerger un marché ou pour en faciliter le développement :

Vrai ☐ Faux ☐

14) Lorsque l'action de consommation ou de production d'un agent a des conséquences sur le bien-être d'au moins un autre agent sans que cette interdépendance soit reconnue par le système de prix, et donc sans donner lieu à compensation monétaire, les économistes parlent de :

- ☐ biens collectifs
- ☐ monopoles naturels
- ☐ externalités
- ☐ coûts de transaction

15) L'émetteur d'une externalité positive est *a priori* conduit :
- ☐ à opter pour un niveau d'activité optimal selon Pareto
- ☐ à opter pour un niveau d'activité sous-optimal selon Pareto
- ☐ à se laisser imposer son niveau d'activité par d'autres

16) Les externalités peuvent trouver leur origine :
- ☐ du seul côté de la production
- ☐ du seul côté de la consommation
- ☐ du côté de la production et de la consommation

17) La concurrence comme un état et la concurrence comme un processus désignent la même chose :
Vrai ☐ Faux ☐

18) Toutes les barrières à l'entrée sont stratégiques :
Vrai ☐ Faux ☐

19) La norme de l'emploi à laquelle la plupart des actifs français sont encore attachés s'est imposée :
- ☐ au XIX^{ème} siècle
- ☐ durant les « trente glorieuses »
- ☐ durant les années 1980

20) A l'heure actuelle, les entreprises dominantes et leurs partenaires sont fréquemment sous la menace d'actionnaires dont le but principal est l'obtention d'un retour sur investissement élevé :
Vrai ☐ Faux ☐

21) Par investissement d'organisation, on entend :
- ☐ l'organisation des achats de produits semi-finis
- ☐ l'organisation des achats de machines de production
- ☐ l'adaptation permanente de l'organisation de l'entreprise

22) La capacité des managers de dévier de l'objectif de maximisation du profit est limitée :
- ☐ car les managers peuvent être licenciés par les propriétaires lorsque ces derniers considèrent les managers inefficaces.
- ☐ car le marché du travail des managers contribue à repérer les managers les plus performants et à les récompenser.
- ☐ en raison du risque d'OPA (offre publique d'achat) lorsqu'une entreprise est perçue comme étant très mal gérée mais dotée néanmoins d'un fort potentiel de profit.
- ☐ pour toutes les raisons ci-dessus.

23) Selon le droit de la concurrence européen, la politique économique ne doit pas privilégier telle ou telle entreprise :
Vrai ☐ Faux ☐

24) Les économies d'échelle désignent :
- ☐ la réduction des coûts variables supportés par une entreprise
- ☐ la réduction du coût unitaire de production au fur et à mesure que la production augmente
- ☐ le profit généré par une innovation réussie

25) Le dilemme de Marshall renvoie à la crainte :
- ☐ d'une invasion extraterrestre
- ☐ d'un affaiblissement de la concurrence lié à la poursuite des économies d'échelle
- ☐ de la multiplication des externalités négatives

26) Selon Pareto, l'utilisation des ressources est jugée efficace s'il est impossible de trouver une autre allocation qui soit jugée au moins aussi bonne par tous les agents économiques et strictement meilleure par au moins l'un d'entre eux :

Vrai ☐ Faux ☐

27) Face à un monopole, l'Etat peut réglementer les prix et/ou nationaliser l'entreprise en question :

Vrai ☐ Faux ☐

28) On définit un coût fixe comme :

- ☐ un coût inchangé d'une période à l'autre mais qui ne sera pas payé si l'entreprise ferme
- ☐ un coût qui varie selon les niveaux de production, dont une partie doit être payée si l'entreprise ferme
- ☐ un coût déterminé par un contrat entre l'entreprise et un tiers
- ☐ un coût qui ne varie pas (ou peu) avec les niveaux de production et qui est présent, que l'entreprise produise ou pas

29) La séquence SCP désigne :

- ☐ un schéma d'analyse des Stratégies Concurrentielles des Pantouflards
- ☐ une chaine de raisonnement liant Structures, Comportements et Performances
- ☐ un schéma d'analyse des Structures et des Conditions de la Performance

30) La stratégie de prix limite est une stratégie qui :

- ☐ maximise le profit de l'entreprise
- ☐ établit un prix élevé pour un produit fortement différencié
- ☐ établit un prix suffisamment bas pour décourager l'entrée d'un concurrent potentiel
- ☐ doit être maintenue dans le long terme

31) Le test Akzo mis en place par la Cour européenne vise à repérer :

- ☐ les pratiques de collusion de certaines entreprises
- ☐ les subventions déguisées versées par les pouvoirs publics à certaines entreprises
- ☐ une entreprise mettant en œuvre un prix prédateur

32) Une stratégie de différenciation permet de :

- ☐ réduire les coûts de production
- ☐ minimiser les coûts d'agence
- ☐ distinguer son produit de ceux des concurrents de manière à pouvoir jouer sur le prix

33) Les barrières à l'entrée sont des avantages de coût dont bénéficient les firmes établies sur les concurrents potentiels :

Vrai ☐ Faux ☐

34) La législation européenne en matière de concurrence est fondée sur l'idée selon laquelle :

- ☐ la concurrence est le meilleur moyen d'atteindre l'efficience
- ☐ la propriété publique est le meilleur moyen d'atteindre l'efficience
- ☐ l'augmentation du pouvoir d'achat est le meilleur moyen d'atteindre l'efficience

35) Dans la séquence SCP, les conditions de base désignent des données prégnantes qui éventuellement évoluent sous l'action de forces externes à l'industrie mais sont, le plus souvent, insensibles à l'action des stratégies des firmes qui composent cette industrie :

Vrai ☐ Faux ☐

36) La lecture béhavioriste de la séquence SCP suppose :

- ☐ une forme de déterminisme entre les différentes composantes de cette séquence
- ☐ une possibilité pour certaines entreprises de modifier leur environnement
- ☐ une influence décisive des pouvoirs publics sur l'évolution de l'industrie

37) Plus les forces concurrentielles de Porter sont intenses :

- ☐ plus l'industrie est concentrée
- ☐ plus les stratégies de différenciation sont nombreuses
- ☐ moins l'industrie est rentable

38) Une entreprise qui fixe différents prix à différents acheteurs pour un même produit pratique :

- ☐ une guerre des prix
- ☐ la discrimination par les prix
- ☐ les rabais sur les prix

39) Les rapports d'équilibre oligopolistique de Linda permettent de déterminer le lieu d'exercice d'un éventuel pouvoir de marché et l'intensité de ce pouvoir de marché :

Vrai ☐ Faux ☐

40) Les coûts de transfert désignent l'ensemble des coûts supportés lors du passage d'une technologie à une autre ou d'un fournisseur à l'autre :

Vrai ☐ Faux ☐

Centre universitaire de Mayotte Licence L3 AES
Cours de M. ABIA.

Contrôle de marketing.
Durée : 2heures.
Calculatrice autorisée.

I. Questions de cours.

1. En étude de marché, qu'appelle-t-on information primaire ? information secondaire ?
2. Quelles sont les étapes (ou composantes) du processus d'achat ? A votre avis, tous les achats passent-ils nécessairement par toutes ces étapes ? Pourquoi ?
3. Quelles stratégies les entreprises mettent-elles en œuvre durant les phases du cycle de vie d'un produit ?
4. Qu'est-ce que le positionnement d'un produit ? Pourquoi le positionnement doit-il être cohérent avec le marketing-mix (les 4P) ?

II. Analyse documentaire.

Document 1. La structure du marché automobile français en 2011.

2 204 065 voitures particulières neuves ont été immatriculées en France au cours de l'année 2011. Comparées à 2010, les immatriculations de véhicules particuliers neufs en 2011 ont légèrement diminué de 2,1%. Trois marques françaises représentent 52,21% du marché automobile français contre 54,48% en 2010.

Renault a vendu 455 718 voitures particulières en France en 2011. La marque au losange affiche une diminution de ses ventes de 42 108 véhicules par rapport à 2010. Malgré cette nouvelle baisse, Renault conserve sa place de de première marque automobile en France.

Les ventes de Peugeot se sont élevées à 369 721 véhicules en 2011. Elles ont diminué de 7,7% par rapport à 2010, soit moins de 30 942 véhicules. Parmi les trois marques françaises, c'est Citroën qui réalise la meilleure année. Citroën accroît sa part de marché en France. Le volume des ventes de la marque aux chevrons diminue de 1,5% à 323 068 véhicules (moins de 5 078 véhicules) et talonnent désormais celles de Peugeot avec une part de marché de 14,66%.

Les marques importées sont les principales bénéficiaires de l'année 2011 sur le marché français. Volkswagen progresse de 11,6% avec 163566 voitures et une part de marché de 7,42%. Volkswagen est le premier importateur de véhicule en France. Audi affiche 58 960 ventes et une progression de 15,8%. Seat enregistre 33 267 ventes et une progression de 8,6%. Skoda voit ses ventes progresser de 14,3% pour atteindre 21 185 véhicules.

Après une forte hausse de 70,9% en 2010, la marque roumaine Dacia voit ses ventes diminuer de 15% à 88979 véhicules. La marque low-cost de Renault occupe plus de 4% du marché français en 2011.

Document 2. Résultats des principaux acteurs français du marché automobiles en 2011.

	Chiffre d'affaires	Résultat opérationnel	Bénéfice net
GROUPE RENAULT	42,63 milliards €	898 millions €	588 millions €
* GROUPE PSA	59,91 milliards €	1,09 milliard €	2,14 milliards €
* Le groupe PSA rassemble les marques Peugeot et Citröen.			

5. Analysez le marché français de l'automobile de 2010 à 2011.

6. Calculez le nombre de véhicules vendus en 2011.
7. Calculez la part de marché de Renault et de la marque Peugeot.
8. Présentez sous forme de tableau, la répartition en volume des ventes des véhicules en France en 2011 en fonction des marques. Vous regrouperez les marques étrangères sous l'appellation « marques étrangères ».
9. A partir du document 2, calculez la proportion du CA réalisé par Renault par rapport à son concurrent. Concluez sur la place qu'occupe Renault par rapport à son concurrent.

Document3. Le positionnement : les ambitions « Citanesques » de Mercedes-Benz.

Fruit de la coopération industrielle avec Renault, le Citan vient compléter la gamme utilitaire de Mercedes-Benz et surtout explorer un nouveau segment de marché relativement porteur.

On se gardera bien d'affirmer que l'arrivée prochaine du Citan déchaîne les passions, néanmoins, la fourgonnette badgée Mercedes-Benz a déjà fait le buzz avant même sa sortie commerciale. D'une part parce qu'il permet à Mercedes-Benz d'investir un segment de marché jusqu'ici inoccupé, ou partiellement délaissé par le retrait du Vaneo en 2005, et d'autre part parce qu'il s'agit du premier véhicule utilitaire issu de la coopération industrielle avec Renault. Une communication progressive qui a mis en exergue la volonté du constructeur de remarquer la différence avec le produit d'origine, le Kangoo. « Notre petit utilitaire urbain ne pouvait et ne devait en aucun cas être un véhicule existant affublé après coup d'une étoile ». Ainsi, le Citan a été retravaillé en adéquation avec « le design typique de Mercedes-Benz ». un exercice inhabituel et délicat pour les équipes du centre de design de Stuttgart. « 100% de la planche de bord, 100% de la face arrière et de la face avant sont distincts du Kangoo », justifie Benoît Tallec chef d'équipe design pour véhicules commerciaux. A l'avant, le véhicule intègre la calandre spécifique aux véhicules commerciaux de la gamme Merceds-Benz, symbolisée par une grande étoile chromée. « Nous aurions pu faire une planche de bord plus chargée et enrichir encore davantage le véhicule, seulement notre volonté était d'adopter un positionnement raisonnable sur le marché », explique Philippe Glarner, directeur commercial véhicules utilitaires légers. C'est véritablement le positionnement commercial du produit qui va dicter son rayonnement sur le marché. Mercedes-Benz ne pouvait pas se permettre d'arriver avec un véhicule utilitaire affichant un tarif excessif et reproduire l'erreur qui avait précipité l'arrêt du Vaneo.

« Le prix du Kangoo est un des éléments qui a présidé à la fixation du prix mais nous avons aussi tenu compte des coûts de production et surtout établi une analyse globale du marché », affirme Philippe Glarner. En position de conquête, le constructeur vient directement se positionner face au caddy de Volkswagen et cible une clientèle de « monopossesseurs » , « qui ont une préoccupation image pour leur véhicule ».

En France, il sera commercialisé dans les réseaux VI (véhicules utilitaires) et VUL (véhicules utilitaires légers) de la marque à partir du 25 octobre en version longue et ultra-longue, le modèle compact

n'arrivant qu'en 2013. Sur le 1er semestre, Mercedes-Benz a commercialisé 120 547 véhicules utilitaires dans le monde, soit une baisse de 1,2% par rapport à la même période en 2011.

Le Citan en bref. Date du lancement : octobre. Segment de marché : fourgonnette. Principaux concurrents : Caddy Van TDi102 : 16750€ ; Kangoo Confort dCi90 :15550€. Transit Connect T200 Court TDCi90 :16450€. Prix: 16100: long 109Cdi 90ch-17510€ : Extra-long 109Cdi 90ch ; Mixto 109CDI90ch - 18 433€.

10. Identifiez le segment sur lequel se positionne Mercedes-Benz avec son Citan.
11. Quelle est la cible de ce véhicule ?
12. Mettez en évidence la stratégie de positionnement retenue. Justifiez.
13. Quels enjeux représente le lancement de ce véhicule pour Mercedes-Benz ?

Source : Benoit Landré, journal Auto, 9/10/2012.

III. Exercice. Prévision des ventes.

	2009	2010	2011	2012	2013 ?
CA en milliards €	29,9	31	32,6	34,9	

Source : Communiqué de presse Leclerc 17 janvier 2013.

14. Calculez puis commentez les taux d'évolution annuels du CA.
15. Calculez le CA prévisionnel de 2013 par une méthode qui convienne.
16. Un distributeur achète des tablettes numériques qu'il revend 598€ TTC. Calculez le prix d'achat, sachant qu'il veut réaliser une marge de 50% et le taux de TVA est de 19,6%.

L3 AES : ANNEE UNIVERSITAIRE 2013/2014

Matière : Comptabilité approfondie

Enseignant : NSAME MOUYENGA

Durée : 3heures

SEMESTRE1

Centre Universitaire
MAYOTTE

Ce sujet comporte cinq exercices indépendants :

Exercice1 : Le traitement comptable des stocks

Exercice2 : Le traitement des créances douteuses en fin d'exercice

Exercice3 : Cession d'immobilisation

Exercice4 : Dépréciation des immobilisations

Exercice5 : Créances et dettes en monnaies étrangères

Exercice 1

L'entreprise Balandex, située à Nantes, est une entreprise commerciale et industrielle. Au 31/12/N, elle vous communique les informations fournies en annexe.

TRAVAIL A FAIRE

1 – Définir la notion d'inventaire permanent et d'inventaire intermittent.

2 – Quels principes impliquent les écritures relatives aux stocks ?

3 – Reconstituer les écritures nécessaires au 31/12/N.

4 – Présenter l'extrait de bilan de l'entreprise au 31/12/N.

5 – Présenter et commenter l'extrait du compte de résultat au 31/12/N.

Annexe :

	Balance avant inventaire 31/12/N	Balance après inventaire 31/12N
31 – Stock de matières premières	34 600,00	23 000,00
326 – Stock d'emballages	4 300,00	6 700,00
355 – Stock de produits finis	87 674,00	45 300,00
370 – Stock de marchandises	54 760,00	78 510,00
391 – Dépréciation des stocks de matières premières	3 450,00	7 800,00
3926 – Dépréciation des stocks d'emballages	0,00	750,00
3955 – Dépréciation des stocks de produits finis	21 340,00	56 000,00
397 – Dépréciation des stocks de marchandises	9 760,00	5 700,00
6031 – Variation des stocks ; mat. premières	?	?
60326 – Variation des stocks ; emballages	?	?
6037 – Variation des stocks ; marchandises	?	?
601 – Achats de matières premières	145 000,00	?
6026 – Achats d'emballages	34 780,00	?
607 – Achats de marchandises	438 900,00	?
701 – Ventes de produits finis	764 000,00	?
707 – Ventes de marchandises	978 500,00	?
7135 – Production stockée	?	?

Exercice 2

1 - Complétez le tableau des créances douteuses ci-dessous.

Clients	Créances TTC	Règlements	Créances douteuses au 31/12/N		Créances irrécouvrables en N		Dépréciations en N-1	Dépréciations en N	Ajustements	
	N-1	en N	TTC	HT	HT	TVA			Dotation	Reprise
SINDT	1 674,40	0	1 674,40	1 400,00			750,00	350,00		400,00
SAUSY	1087,20	2 50,00	837,20	700,00			350,00	210,00		140,00
PRINTZ	4 264,00	2 450,00			1 516,72	297,28	1 870,00			1 870,00
GAMBS	4 830,00	0	4 038,46	791,54			1 050,00	3 028,85	1 978,85	
MULLER	6 338,80	0	5 300,00	1 038,80			0	3 180,00	3 180,00	
Total					1 516,72	297,28	4 020,00	6 768,85	5 158,85	2 410,00

2 - Comptabilisez dans le journal toutes les écritures nécessaires pour régulariser les créances douteuses pour l'année N.

Exercice 3

La société DCG a décidé de se séparer de 4 immobilisations le 15/06/N :

- un véhicule utilitaire, acquis 40 000 € le 01/01/N-2, amorti en linéaire sur 5 ans ;
- une machine amortie pour 10 000 € (valeur d'origine : 30 000 €). Une dépréciation de 600 € et des amortissements dérogatoires pour 1 300 € existent toujours à la date de cession.
- une autre immobilisation corporelle : Acquise le 15/02/N-1 pour 6 000 € et amortie fiscalement en dégressif sur 4 ans (coef = 1,75), elle était amortie en linéaire sur 10 ans (date de mise en service = date d'acquisition). L'entreprise a toujours souhaité bénéficier d'une déductibilité maximale des amortissements.
- un ordinateur d'une valeur d'origine de 3 000 € dont la VNC à la date de « cession » s'élève à 200 €. Cet ordinateur a été mis au rebut.

Rq : Toutes les écritures de dotations complémentaires ont été enregistrées en dehors de « l'autre immobilisation corporelle ».

Questions :

1) ***Présentez l'écriture de dotations aux amortissements pour N (autre immobilisation corporelle).***
2) ***Présentez l'écriture de cession de ces immobilisations (20 000 € HT, 15 000 € HT, 2 000 € HT)***
3) ***Calculez toutes les VNC puis présentez les écritures de sortie du patrimoine.***

Exercice 4

Un matériel de bureau acheté 7 000 € HT et amorti sur 7 ans en mode linéaire à compter du 01/06/N fait l'objet d'estimations diverses au 31/12/N+1 (Hypothèses H1, H2...). Au 31/12/N+1, la société pense réduire la durée initiale d'utilisation, ce bien sera encore utilisé 4 ans.

L'hypothèse retenue au 31/12/N+1 est celle qui amène l'entreprise DCG à être la plus prudente.

Questions :

1) ***Complétez le tableau.***

	H1	H2	H3	H4	H5
Valeurs vénales	6 000 €	5 000 €	5 300 €	5 000 €	4 000 €
Valeurs d'usage	5 500 €	5 800 €	5 200 €	4 500 €	3 900 €
VNC au 31/12/N+1					
Valeurs actuelles					
Dépréciations					
VNC au 31/12/N+1 après dépréciation					
Durée résiduelle d'utilisation					
Amortissements futurs					

2) ***Justifiez dans chaque cas la valeur actuelle retenue et les éventuelles dépréciations associées.***
3) ***Présentez le tableau d'amortissement.***
4) ***Quel est le sort de la dépréciation quand l'immobilisation est sortie de l'actif ? Présentez les écritures de mise au rebut et précisez le sort de la dépréciation.***

Exercice 5

La société DCG a souscrit un emprunt de 800 000 $ le 01/06/N pour financer l'acquisition d'une construction sur le sol américain dont la durée d'utilisation est prévue pour 40 ans. Les modalités de cet emprunt sont les suivantes : remboursement en 2 annuités (amortissements constants), la 1ère le 01/06/N+1, au taux de 6% l'an.

Dates	01/06/N	31/12/N	01/06/N+1	31/12/N+1	01/06/N+2
1 $ =	1,1 €	1,12 €	1,03 €	1,13	1,11

Questions :

1) ***Rappelez brièvement les cas permettant ou obligeant la modulation des provisions pour perte de change.***

2) ***Présentez toutes les écritures comptables de N à N+2.***

La société DCG vous transmets les informations concernant un emprunt qu'elle a souscrit en $:

Nature de l'emprunt :	Emprunt indivis
Banque :	LEX international
Montant :	1 000 000,00 $
Taux:	5,00%
Mode :	annuités constantes
Durée :	5
Date de souscription :	01/03/N
1ère échéance :	01/03/N+1

Cours du $	Valeur du $
Au 01/03/N	0,90 €
Au 31/12/N	0,93 €
Au 01/03/N+1	0,70 €
Au 31/12/N+1	1,10 €

Num de l'annuité	Capital restant dû au début de la période	Intérêts	Amortissements	Annuités	Capital restant dû à la fin de la période
1	1 000 000,00 $	50 000,00 $	180 974,80 $	230 974,80 $	819 025,20 $
2	819 025,20 $	40 951,26 $	190 023,54 $	230 974,80 $	629 001,66 $
3	629 001,66 $	31 450,08 $	199 524,71 $	230 974,80 $	429 476,95 $
4	429 476,95 $	21 473,85 $	209 500,95 $	230 974,80 $	219 976,00 $
5	219 976,00 $	10 998,80 $	219 976,00 $	230 974,80 $	0,00 $
TOTAUX		**154 873,99 $**	**1 000 000,00 $**	**1 154 873,99 $**	

Le même emprunt en France aurait donné le tableau suivant :

Num de l'annuité	Capital restant dû au début de la période	Intérêts	Amortissements	Annuités	Capital restant dû à la fin de la période
1	900 000,00 €	72 000,00 €	153 410,81 €	225 410,81 €	746 589,19 €
2	746 589,19 €	59 727,14 €	165 683,67 €	225 410,81 €	580 905,52 €
3	580 905,52 €	46 472,44 €	178 938,37 €	225 410,81 €	401 967,15 €
4	401 967,15 €	32 157,37 €	193 253,44 €	225 410,81 €	208 713,71 €
5	208 713,71 €	16 697,10 €	208 713,71 €	225 410,81 €	0,00 €
TOTAUX		**227 054,05 €**	**900 000,00 €**	**1 127 054,05 €**	

Questions :

3) ***Vérifiez le montant de l'annuité de l'emprunt souscrit.***

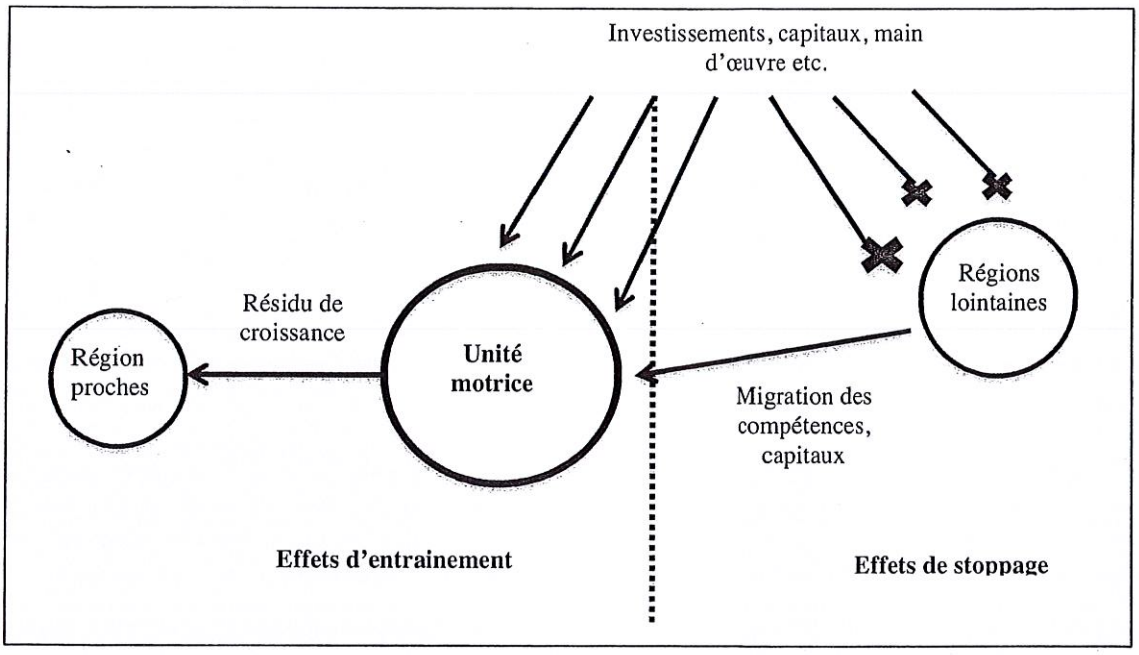
4) ***Présentez toutes les écritures comptables de N à N+1.***

Sujets d'économie et aménagement du territoire Session 1
Centre universitaire de Mayotte
Année universitaire 2013-2014 – Semestre 2
Licence 3 Administration Economique et Sociale
Enseignante : Carole Laverlochère

Durée de l'épreuve : 1h30

Aucun document n'est autorisé

1. A l'aide de vos connaissances, expliquez la signification du schéma suivant qui illustre la théorie de la causalité circulaire et cumulative de G. Myrdal inspirée de la théorie des pôles de croissance de F. Perroux
(***8 points***)



2. D'après les articles étudiés en dernière séance, quelle est, à votre avis, la plus grosse unité motrice (ville) sur Mayotte aujourd'hui? Expliquez pourquoi
(***4 points***)

3. Par un raisonnement construit, proposez les solutions concrètes d'aménagements que vous métriez en œuvre pour favoriser les effets d'entrainement de la croissance au sud et à l'ouest de l'île
(***8 points***)

120

Centre Universitaire
MAYOTTE

LICENCE 3 EN AES

EXAMEN DE POLITIQUES PUBLIQUES

Année universitaire 2013/2014
Session 1 du second semestre

Cours de M. Nicolas LEROY

Durée de l'épreuve : 2 heures
Aucun document autorisé

Traitez <u>l'un</u> des sujets suivants :

1. Le socialisme et les politiques publiques

2. L'influence des Grandes Découvertes sur les politiques publiques

12

L3 AES : ANNEE UNIVERSITAIRE 2013/2014

Matière : **Analyse stratégique**

Enseignant : NSAME MOUYENGA

Durée : 2 heures

SEMESTRE2

Centre Universitaire
MAYOTTE

Traiter au choix l'un des deux sujets suivants :

1. ***Les modèles d'analyse stratégiques* : Portée et limites.**

   Pour chaque modèle présenté, il convient de suivre le plan suivant :

- *Présentation du modèle (schéma obligatoire)*
- *Avantages et inconvénients*

2. ***Analyser les quatre outils suivants :***

   - *Le Modèle EPRG*
   - *Le Modèle OLI*
   - *Le Modèle SWOT*
   - *Les voies de développement stratégique d'IGOR ANSOFF*

L3 AES : ANNEE UNIVERSITAIRE 2013/2014

Matière : FISCALITE

Enseignant : NSAME MOUYENGA

Durée : 3heures

SEMESTRE2

Matériels autorisés :
Calculatrices et plans comptables

Centre Universitaire
MAYOTTE

Première partie : Questions de cours (10 points)

1. Après avoir expliqué le mécanisme de la TVA, indiquer quels sont les redevables et les non redevables à la TVA.
2. Préciser les notions de fait générateur et d'exigibilité en ce qui concerne les opérations suivantes :
    - La livraison des biens
    - La livraison des services
    - Les exportations et les opérations intracommunautaires.
3. Expliquer les principes de déductibilité de la TVA dans les deux ca suivants :

- La cession des véhicules de tourisme
- Les immeubles.

4. Comparer le paiement de la TVA dans le régime du réel normal et celui du réel simplifié.
5. Quelles sont les modalités de remboursement du crédit de TVA pour les entreprises exportatrices ?
6. Comparer le paiement de l'impôt dans le cas des BIC et celui de l'IS.
7. Quelle est l'utilité des deux documents suivants :

- La déclaration d'échanges de biens.

L3 AES : ANNEE UNIVERSITAIRE 2013/2014
Matière : FISCALITE
Enseignant : NSAME MOUYENGA
Durée : 3heures
SEMESTRE2

Matériels autorisés :
Calculatrices et plans comptables

- Le n° d'identification intracommunautaire.

Deuxième partie *: Cas pratiques (10 points)*

Document1 : *Cas SA VIAND'EST (5points)*

1. *Indiquer les revenus perçus par chacune des personnes physiques et morales.*
2. *Dans quelle catégorie seront-elles imposées sur leurs revenus ? Justifiez vos réponses.*
3. *-Aurait-il été possible pour la SA VIAND'Est de distribuer 40000€ à chacun de ses associés ? Expliquez.*
4. *Quel régime d'imposition peut être choisi par la SA Viand'Est ? Pourquoi ?*

Document2 : Cas Astrolabe (5POINTS).

1. *Calculer le résultat fiscal de l'année N dans le cas où l'entreprise n'a pas adhéré à un centre de gestion agréé.*
2. *Calculer le résultat fiscal de l'année N dans le cas où l'entreprise a adhéré à un centre de gestion agréé.*

Document1

La SA Viand'Est, dont le capital de 850 000 € est partagé à parts égales entre 10 associés, possède plusieurs commerces de boucheries charcuteries dans l'est de la France. Elle a réalisé en N un chiffre d'affaires de 3 168 000 € HT, et un bénéfice avant impôt de 506 780 €. Elle emploie 24 personnes. Le total des frais de personnel s'est élevé à 403 200 €. La société Viand'Est a décidé de distribuer 8 000 € à chacun de ses associés.

Document2

L'entreprise **ASTROLABE**, dont l'exercice comptable coïncide avec l'année civile, réalise un bénéfice comptable provisoire de 79 000,00 € en N.

Au cours de l'exercice N, les charges suivantes ont été enregistrées :

1 - Monsieur Arthur propriétaire de l'entreprise a perçu une rémunération de 15 000,00 € enregistrée en compte de charge.

2 - Céline Arthur, la fille du couple, a perçu un salaire de 12 000,00 € en N.

3 - Madame Arthur, conjoint de l'exploitant, a perçu un salaire de 28 200,00 € (soit 3 525,00 € par mois) pour une activité de 8 mois au cours de l'exercice N (du 1er mai N au 31 décembre N). Cette rémunération n'est pas exagérée compte tenu de sa qualification et de son activité.

Document3

• **La rémunération de l'entrepreneur et de son conjoint**

'entrepreneur individuel ne peut pas être salarié de son entreprise. De ce fait, toute ·émunération versée à l'entrepreneur est non déductible fiscalement.

e conjoint de l'entrepreneur est mieux traité :
si les époux sont mariés sous le régime de la communauté de biens, la déductibilité fiscale du salaire du conjoint est limitée à 13 800 € si l'entreprise n'est pas adhérente d'un centre de gestion agréé. La déductibilité fiscale du salaire du conjoint n'est pas limitée si l'entreprise est adhérente d'un centre de gestion agréé ;
si les époux sont mariés sous le régime de la séparation de biens, la déductibilité fiscale du salaire du conjoint n'est pas limitée.

cotisations patronales versées pour le chef d'entreprise et pour son conjoint sont ·ductibles sans limitation, qu'ils relèvent du régime obligatoire (maladie, maternité, eillesse, allocations familiales), ou de régimes complémentaires facultatifs comme les sations Organic ou les contrats Madelin spécialement mis en place pour fournir protection plus élevée aux entrepreneurs individuels et à leur conjoint.

La décision du fiscaliste

La raison principale de la transformation d'entreprise individuelle en société de capitaux et notamment en SARL provient de cette non-déductibilité du salaire de l'exploitant des résultats de l'entreprise. L'entrepreneur ne peut prétendre au régime des salariés.

	CENTRE UNIVERSITAIRE DE MAYOTTE		
Centre Universitaire MAYOTTE	**Statut document : Document de travail**	Référence :	**L3-AES**
M. DIOP	**SUJETS CM COURS SYSTEMES D'INFORMATION EN ENTREPRISE** **Année universitaire 2013 - 2014**	Date :	**14/04/2014**

1ére session

Question 1 (7 points):

Après avoir défini la notion de Systèmes d'Information – SI- (selon R. REIX) montrez en quoi, dans l'entreprise, le SI est considéré comme un ensemble organisé et finalisé ?

Question 2 (7 points):

Montrez en quoi la Gestion de la Chaîne Logistique (GCL) constitue un enjeu stratégique pour l'entreprise ?

Question 3 (6 points) :

Comme vous le savez la pertinence du Système d'Information dépend de la qualité des données, quelles sont les dimensions à prendre en compte pour juger de la qualité de ces données ?

Durée : 2 heures

Centre Universitaire
MAYOTTE

LICENCE 3 EN AES

EXAMEN DE DROIT DES AFFAIRES

Session de mai 2014

Aurélien SIRI

Durée de l'épreuve : 1 heure et 30 minutes
Aucun document n'est autorisé

Traitez toutes les questions suivantes :

1. Le régime juridique des actes de commerce (6 pts)

2. Les éléments constitutifs du fonds de commerce (8 pts)

3. La protection du consommateur contre les clauses abusives (6 pts)

Nom :.....
Prénom :.....
N° carte étudiant :.....

Economie du tourisme

Durée : 1 heure

Aucun document autorisé.

Répondez en cochant la case prévue à cet effet. **Une seule case doit être cochée par question.** Une réponse faite autrement que par une croix dans une case est considérée comme une mauvaise réponse. Les feuilles de brouillon ne seront pas prises en compte.

+ 2/3 point par bonne réponse ; - 1/3 point par mauvaise réponse ;
0 point en cas d'absence de réponse.

1) En France, le développement touristique est entièrement confié à des acteurs privés.
Vrai ☐ Faux ☐

2) Une destination touristique est un territoire qui peut être en lui-même un produit touristique, c'est-à-dire un ensemble de services qui gravitent autour d'éléments attractifs (activités et/ou expériences inhabituelles pour le touriste) et qui, dans son ensemble, peut répondre aux besoins d'un segment de touristes.
Vrai ☐ Faux ☐

3) L'attraction touristique est l'élément de la destination touristique qui tire le touriste en dehors de son environnement habituel. Ce sont les attractions touristiques qui génèrent le flux touristique.
Vrai ☐ Faux ☐

4) Le produit touristique est un bien composite.
Vrai ☐ Faux ☐

5) On peut exprimer la demande touristique à travers :
seulement les dépenses (ou recettes) touristiques ☐
seulement le nombre de nuitées de touristes ☐
seulement le nombre d'arrivées de touristes ☐
les trois unités précédentes ☐

6) Les dépenses (ou recettes) touristiques constituent l'indicateur le plus pertinent d'un point de vue économique pour rendre compte de la demande touristique.
Vrai ☐ Faux ☐

7) Il est moins avantageux pour une destination de voir arriver un touriste pour un séjour de dix jours et neuf nuits plutôt que trois touristes pour des séjours de seulement deux jours et une nuit.
Vrai ☐ Faux ☐

8) La France se positionne en tête des destinations touristiques au regard du nombre d'arrivées de touristes comme du niveau des dépenses (ou recettes) touristiques.

Vrai ☐ Faux ☐

9) Le tourisme français s'est construit autour du modèle du tourisme de masse. Or, cette forme de tourisme engendre des recettes importantes.

Vrai ☐ Faux ☐

10) Le prix du tourisme est difficile à évaluer. On se réfère souvent au « coût de la vie » pour le touriste dans une destination donnée.

Vrai ☐ Faux ☐

11) Dans l'idéal, mesurer le coût de la vie pour un touriste donné dans une destination donnée nécessiterait des enquêtes avec des questionnaires ciblés.

Vrai ☐ Faux ☐

12) Quelle sera la réaction précise de la demande suite à un changement de prix ? Pour une variation de prix donné, la demande va-t-elle diminuer fortement ou faiblement ? Plus ou moins proportionnellement par rapport à la variation du prix ? La notion d'élasticité prix-demande ou élasticité de la demande par rapport au prix permet de répondre à ces questions.

Vrai ☐ Faux ☐

13) L'élasticité prix-demande traduit le rapport entre le taux de variation de la demande sur le taux de variation du prix.

Vrai ☐ Faux ☐

14) Une élasticité prix-demande égale à - 0,63 signifie que si le prix venait à augmenter de 1%, alors la demande augmenterait de 0,63 %.

Vrai ☐ Faux ☐

15) Dans le cas d'un bien normal, la demande est donc fonction croissante du revenu et dans le cas d'un bien inférieur, elle est fonction décroissante du revenu.

Vrai ☐ Faux ☐

16) L'élasticité revenu-demande mesure la réaction et la sensibilité de la demande suite à une variation du revenu. Elle est donc égale au rapport entre le taux de variation de la demande sur le taux de variation du revenu.

Vrai ☐ Faux ☐

17) Les résultats des études empiriques montrent par exemple que des pays comme le Maroc et la Tunisie sont considérés comme plutôt substituables par les touristes européens.

Vrai ☐ Faux ☐

18) Pour éviter les effets négatifs d'une telle substituabilité, les destinations cherchent à se singulariser vis-à-vis de leurs concurrentes.

Vrai ☐ Faux ☐

19) Le tourisme a changé d'échelle et a vu son caractère concurrentiel s'accentuer au rythme des évolutions politiques, économiques et technologiques de notre monde.

Vrai ☐ Faux ☐

20) On peut comparer les destinations touristiques à des hypermarchés, dans le sens où elles usent de la publicité en externe (pour attirer le touriste) et en interne (pour orienter le visiteur vers certains de leurs attraits).

Vrai ☐ Faux ☐

21) Trois niveaux d'informations peuvent intéresser le touriste : les informations avant que le touriste effectue son choix, les informations pendant le déplacement du touriste entre son environnement habituel et sa destination, les informations dans le lieu de destination.

Vrai ☐ Faux ☐

22) Un choc exogène sur la demande touristique est un événement qui intervient en dehors de la sphère touristique mais qui a un impact indéniable sur cette dernière via son influence (positive ou négative) sur la demande.

Vrai ☐ Faux ☐

23) Il est possible de caractériser une technologie de production touristique territoriale en considérant deux *inputs*, qui sont le nombre d'arrivées de touristes et le nombre de chambres offertes, et un *output* mesuré par le nombre de nuitées.

Vrai ☐ Faux ☐

24) L'élasticité prix-offre est positive ou nulle car l'offre est fonction croissante du prix.

Vrai ☐ Faux ☐

25) L'explication de l'existence d'entreprises telles que les voyagistes ou les tour-opérateurs peut passer par la théorie des coûts de transaction.

Vrai ☐ Faux ☐

26) Les deux principales méthodes d'organisation des flux dans l'entreprise sont appelées flux poussés (ou production sur stock) et flux tirés (ou production à la demande). Le choix de l'une de ces modalités (ou le panachage entre les deux) repose sur le délai correspondant à l'attente moyenne qu'un client représentatif accepte de subir à partir de la date de commande.

Vrai ☐ Faux ☐

27) Selon la définition de l'OMT, un touriste est « une personne qui se déplace vers un lieu situé en dehors de son environnement habituel pour une période bornée par la nuitée et l'année et dont le motif principal du déplacement est autre que celui d'exercer une activité rémunérée dans le lieu visité ».

Vrai ☐ Faux ☐

28) Le secteur aérien propose avec ses compagnies *low cost* une illustration de la stratégie de domination par les coûts.

Vrai ☐ Faux ☐

29) La lutte que se livrent les entreprises pour gagner des parts de marché entraîne en général un ajustement du prix sur les coûts des concurrents les plus compétitifs.

Vrai ☐ Faux ☐

30) Les richesses et les emplois créés dans l'hôtellerie-restauration peuvent être rattachés à 100% à l'industrie touristique.

Vrai ☐ Faux ☐